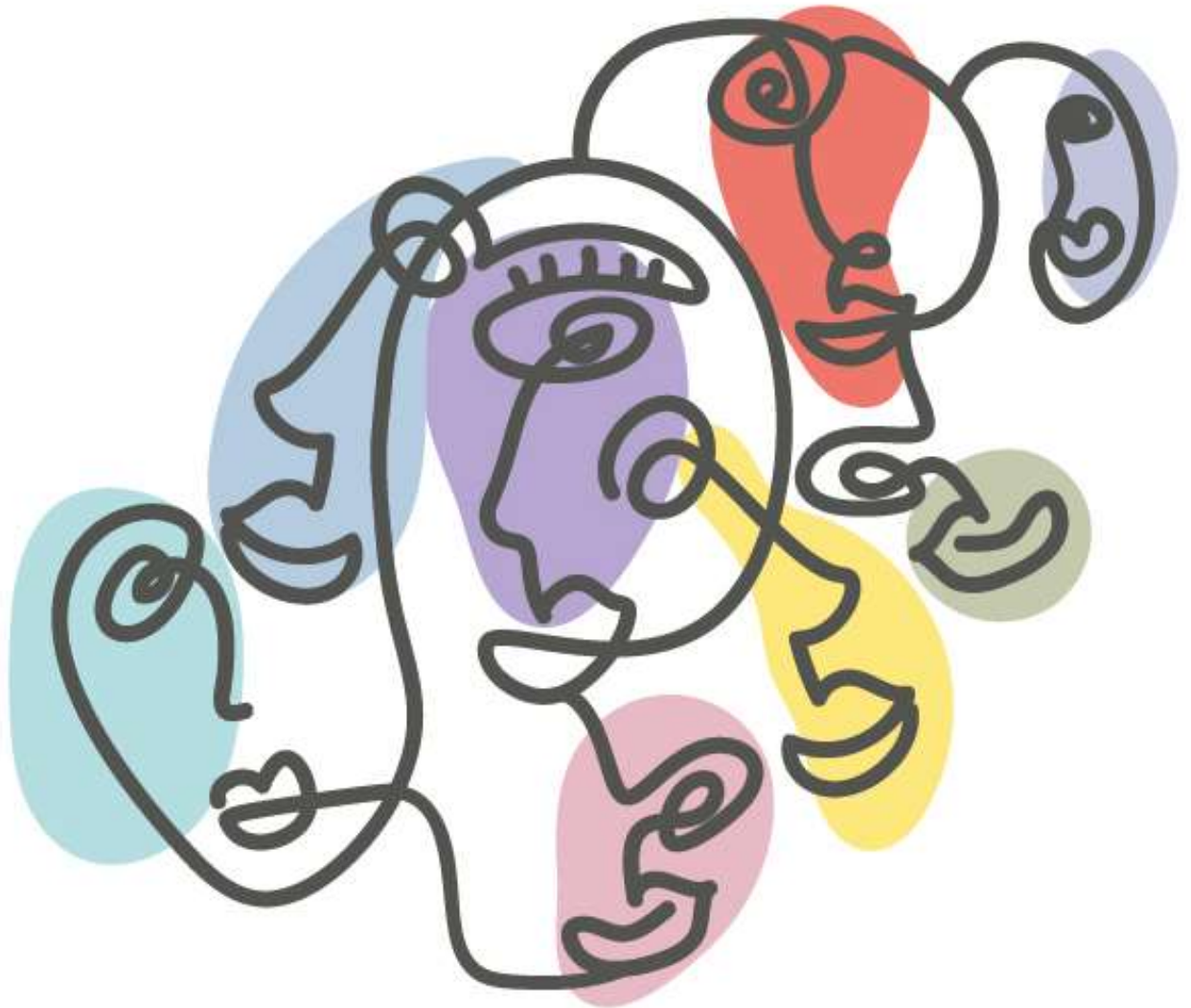




**VOICES OF
IMMIGRANT
WOMEN**

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364



Cours de formation
Migrations, genre et inclusion dans le contexte européen :
Une approche interdisciplinaire

Module 1
Concepts d'intégration des femmes migrantes



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Table des matières

[Introduction](#)

[Chapitre 1. Définition des termes clés : culture, diversité, identité, logiques subjectives d'appartenance, approche de genre](#)

[Chapitre 2. Modèles d'attention à la diversité culturelle. Le modèle interculturel comme axe de la cohésion sociale](#)

[Chapitre 3. L'inclusion sociale dans une perspective de genre](#)

[Chapitre 4. Approche pratique au niveau national](#)

- [Grèce](#)
- [Espagne](#)
- [France](#)
- [Italie](#)
- [Portugal](#)
- [Slovénie](#)

[Chapitre 5. dimension européenne](#)

[Documents téléchargeables](#)

[Références](#)

[Objets d'apprentissage/activités pratiques](#)

[Glossaire](#)

Introduction

L'ensemble du processus de migration doit être interprété à la lumière de concepts clés et correctement contextualisé. De même, l'inclusion sociale des femmes migrantes implique la clarification des conceptions sur la culture, l'identité, la diversité, le genre, entre autres. Elle nécessite également une compréhension des politiques et des modèles de cohésion sociale, tant au niveau national qu'international, dans ce cas, en tenant particulièrement compte de la perspective de genre. Dans ce sens, le premier chapitre abordera les concepts de culture, de diversité, d'identité, de logiques subjectives d'appartenance et l'approche de genre. Ensuite, les modèles d'interaction avec la diversité sont analysés en mettant l'accent sur le modèle interculturel. Le troisième chapitre propose l'approche de l'inclusion sociale dans une perspective de genre. Et, enfin, les chapitres 4 et 5 analysent la situation de certains pays européens, en dressant un tableau comparatif



Définition des termes clés : culture, diversité, identité, logiques subjectives d'appartenance, approche genre.

La diversité culturelle est une caractéristique intrinsèque des sociétés mondiales. Elle présuppose la coexistence de groupes sociaux caractérisés par des spécificités culturelles (par exemple linguistiques, religieuses, ethniques) qui participent à leur (auto- et hétéro-) identification en tant que groupe. Elle présuppose également un sentiment d'appartenance et la reconnaissance de l'"autre" comme l'un des "nôtres". Dans l'analyse des processus d'inclusion des personnes immigrées, il est nécessaire de reconnaître et de légitimer les différentes cultures, d'analyser de manière critique l'existence de tensions possibles dans leurs rencontres et interactions. Gérer et résoudre ces tensions de manière constructive en mettant l'accent sur les droits de l'homme.

Le concept d'inclusion est complexe et polysémique. Il est important de souligner que l'inclusion et l'intégration ne sont pas synonymes. **L'intégration** est envisagée du point de vue de la partie réceptrice (et non de la partie arrivante). Si la société d'accueil est monoculturelle, elle voudra arrondir/corriger les angles et les diversités culturelles. Si la société d'accueil est plurielle, elle est potentiellement plus inclusive, se rendant disponible pour se transformer et accueillir en elle toutes les diversités sans souci d'uniformité culturelle (Vieira et Araújo, 2018). Dans les phénomènes migratoires, les processus d'intégration des immigrants sont désignés comme l'expression de la charge normative exercée par les États et autres institutions des pays d'accueil. Elle présuppose un ensemble de valeurs qui caractérisent la société d'accueil à laquelle les immigrants doivent s'adapter. **L'inclusion** va au-delà de l'intégration, elle prévoit une approche qui répond à la diversité des besoins de la personne à inclure, en favorisant les pratiques culturelles et les activités communautaires qui encouragent la participation, réduisent la marginalisation et assurent la transformation sociale. Dans le domaine de l'éducation, il existe une réflexion intense sur la différence entre ces concepts. Dans la Déclaration de Salamanque (UNESCO, 1994), il est réaffirmé que chaque élève a un droit constitutionnel à l'apprentissage et à l'accès à une éducation de qualité. L'éducation doit tenir compte de la diversité des caractéristiques et des besoins des enfants. En ce qui concerne la diversité culturelle, comme le mentionnent Cárdenas-Rodríguez et Terrón-Caro (2021), "l'éducation interculturelle recherche l'échange, l'interaction et un projet commun auquel chacun peut contribuer" (p.9).

Dans ce processus, il est important de réfléchir au **sentiment d'appartenance**. Il s'agit d'une expérience subjective consistant à se reconnaître comme faisant partie d'un certain groupe social. Il se construit sur la perception de l'altérité et dépend de la façon dont on est reconnu par le groupe comme un élément constitutif. Elle implique une dynamique entre les sentiments d'appartenance à la culture et à la communauté d'origine et les sentiments d'appartenance à la culture du pays d'accueil. **L'identité** ne peut être considérée comme fixe et immuable, car elle implique une perméabilité à un ensemble de facteurs qui sont individuels, contextuels et situationnels. L'analyse de ce concept dans une perspective de genre est essentielle pour comprendre les différences d'accès aux ressources, aux services et aux droits et les conséquences de ces différences sur les processus d'adaptation ou d'exclusion " (Neves, Nogueira, Topa, & Silva, 2016).

En bref, les questions de genre et l'apprentissage résultent des processus de socialisation qui se produisent dans des contextes culturellement situés et, pour cette raison, doivent être traités de manière holistique, dans le respect des droits de l'homme, et en comprenant les dynamiques découlant des processus de pénalités et de discriminations multiples, auxquels sont principalement soumises les femmes immigrées

Ressources en ligne

L'inclusion pour tous : La Commission présente un plan d'action sur l'intégration et l'inclusion 2021- 2027

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_2178

Cette nouvelle, publiée le novembre 2021 par la CE, présente le plan d'intégration et d'inclusion 2021-2027. Le plan d'action promeut l'inclusion pour tous, en reconnaissant l'importante contribution des migrants à l'UE.





**VOICES OF
IMMIGRANT
WOMEN**

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364

Bruxelles veut mieux intégrer les migrants mais des questions subsistent sur la manière de le faire

<https://www.euronews.com/2020/11/24/brussels-wants-to-better-integrate-migrants-but-questions-remain-over-how-they-will-do-it>

Cette actualité présente une vidéo qui illustre l'importance de promouvoir l'inclusion des immigrants en Europe. Elle souligne l'importance d'améliorer la reconnaissance des diplômes universitaires, d'accroître l'accès à l'éducation, aux services de santé et au logement..



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Modèles d'attention à la diversité culturelle. Le modèle interculturel comme axe de la cohésion sociale

La relation avec la différence a été l'un des grands défis des sociétés contemporaines. Et, au fil du temps, différents modèles de relation avec la différence ont émergé. Ceux-ci représentent des conceptions théoriques, politiques et sociales tributaires d'un concept plus large de nature valorisante et axiologique qui interprète la question de la diversité et la manière de répondre à ses défis.

Les modèles les plus traditionnels sont les modèles assimilationniste, multiculturel et interculturel et, plus récemment, l'action antiraciste fondée sur la théorie critique.

La perspective **assimilationniste** part du principe que l'acceptation de ceux qui sont différents se fait proportionnellement à leur capacité d'adaptation à la culture dominante. Les processus d'intégration dépendent de la construction d'un répertoire de valeurs, de comportements et de pratiques sociales qui se rapprochent et reproduisent les pratiques culturelles de la société d'accueil. Ces processus résultent de mesures publiques et de pratiques sociales qui contribuent à l'effacement plus ou moins subtil des marques de la culture d'origine, en les remplaçant par les caractéristiques de la culture dominante. Nous pouvons citer, à titre d'exemple, le découragement de l'utilisation de la langue maternelle, la limitation des pratiques religieuses et la réglementation des vêtements culturellement définis.

Les modèles **multiculturels** représentent une appréciation de la diversité culturelle et le droit de préserver et de respecter les différences. Ils sont principalement basés sur le relativisme culturel et sur la reconnaissance de la culture d'origine comme légitime. Cependant, l'action socio-éducative qui en découle se limite à cette reconnaissance, ne favorisant pas les processus d'interaction et d'apprentissage mutuel entre les différents groupes culturels. Elles sont présentes lorsque les actions qui signalent la présence, dans le même espace social, de cultures différentes se limitent à signaler ces différences dans des moments ponctuels, comme par exemple les expositions artisanales, les foires gastronomiques ou d'autres manifestations culturelles très particulières.

Les perspectives **interculturelles** se caractérisent par l'intentionnalité des interactions, de l'apprentissage et de l'échange mutuel entre les différentes cultures. Elles prévoient une coexistence effective entre des personnes de cultures différentes et la possibilité d'un partage effectif des connaissances et des manières d'être.

Certaines voix critiques ont attiré l'attention sur le fait que le discours interculturel met l'accent sur les différences entre les immigrants et les "autochtones" ou "nationaux", considère le pays d'accueil comme plus développé et ignore la diversité entre les nationaux. Selon cette analyse, nous partons souvent d'une vision de l'autre qui le minimise et qui est structurelle, donnant lieu à un racisme et à des préjugés institutionnels, qui peuvent à leur tour conduire à une inclusion subalterne. Pour ces théoriciens, il est important d'analyser de manière critique l'historicité de ces processus, en proposant une discussion sur l'(anti)racisme et sur les nécessaires processus de réflexion et de remise en question décoloniaux.

Ressources en ligne

Concept d'intégration interculturelle

https://www.muenchen.info/soz/pub/pdf/399_integrationsconcept.pdf

Ce dépliant, édité par le département des services sociaux de Munich, présente le concept d'intégration interculturelle ainsi que les principes fondamentaux d'une intégration interculturelle efficace.

Éducation et formation sensibles au genre pour l'intégration des ressortissants de pays tiers - étude

<https://eige.europa.eu/publications/gender-sensitive-education-and-training-integration-third-country-nationals->





**VOICES OF
IMMIGRANT
WOMEN**

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364

[study](#))

Ce document examine la manière dont l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont prises en compte dans les politiques et les actions soutenant l'intégration des ressortissants de pays tiers par l'éducation et la formation.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

L'inclusion sociale dans une perspective de genre

Dans un monde globalisé, où les sociétés sont en constante évolution, ce n'est que récemment que l'on a prêté attention à la migration des femmes et, par conséquent, à leur inclusion sociale. Cependant, l'ensemble de ce processus est très difficile et complexe. Souvent, le rôle des femmes n'est pas reconnu, bien qu'elles assument des rôles actifs et participatifs pour l'économie des pays d'origine et des pays d'accueil. Comme l'indique Miranda (2009), leur statut n'est pas reconnu "parce que les femmes doivent souvent exercer des emplois précaires, qui ne nécessitent pas de qualifications, des emplois invisibles car, se déroulant dans la sphère privée, ils sont peu valorisés et de faible statut social" (p. 27).

L'égalité des sexes est reconnue comme un droit humain et une fin en soi, ainsi qu'un moyen d'atteindre tous les ODD 5 (réaliser l'égalité des sexes) et ses objectifs, et elle est également présente dans les autres ODD. Pour rendre cela possible, l'auteur González souligne la nécessité "d'intégrer le genre dans les politiques et les programmes et d'allouer des ressources à la hauteur des ambitions fixées au niveau mondial, est donc central pour s'assurer que la collaboration avec les pays partenaires et les autres acteurs est efficace et contribue à faire avancer les ODD" (González, 2021, p. 8).

Les professionnels doivent analyser leurs propres stéréotypes, réfléchir à la manière dont leurs références culturelles participent à l'interprétation des besoins des femmes avec lesquelles ils travaillent, de leurs difficultés et même de leurs capacités. Il est important de comprendre l'hétérogénéité de la catégorie sociale de "femme" et de se rendre compte que les axes de pouvoir-subordination que différentes femmes expérimentent, les placent dans différentes situations (dés)avantageuses. Comme l'indique Brown (1992), "toutes les femmes n'ont pas le même sexe" (p. 300), ce qui revêt une importance particulière dans l'analyse de la situation des femmes immigrées.

Dans le même sens, il est important de souligner une approche intersectionnelle et inclusive, où la superposition des discriminations basées sur l'âge, l'ethnie, la race, la classe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou la diversité fonctionnelle, entre autres, est un élément essentiel du travail et de la construction d'une vision féministe et critique pour contribuer à une réelle transformation. L'intervention socio-éducative auprès des femmes immigrées doit tenir compte de la spécificité des femmes et des défis à relever, en considérant les questions liées à leurs responsabilités familiales et les défis de conciliation entre vie professionnelle et vie familiale qui en découlent, la précarité du travail, la violence de genre dont elles sont victimes, entre autres.

Afin de promouvoir une intervention socio-éducative auprès des femmes immigrées, qui soit sensible au genre, il est nécessaire de réfléchir aux concepts culturellement définis qui sous-tendent l'interprétation des rôles de genre.

Nous concluons que pour que l'inclusion sociale des femmes devienne une réalité, des politiques nationales et internationales sont nécessaires, traduites en actions qui contribuent effectivement à la transformation sociale en termes de genre, contribuant ainsi au développement durable et à une société plus juste, plus cohésive, plus démocratique et inclusive.

Ressources en ligne

Féminisme intersectionnel : ce qu'il signifie et pourquoi il est important maintenant

<https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/6/explainer-intersectional-feminism-what-it-means-and-why-it-matters>

Cet article, publié dans UNWOMEN news, montre l'importance d'une analyse intersectionnelle des genres en utilisant le discours de plusieurs femmes universitaires, activistes et minorités sur les différents impacts du COVID 19.



Explicatif : Comment la migration est une question d'égalité des sexes

<https://www.unwomen.org/en/digital-library/multimedia/2020/12/explainer-migration-is-gender-equality-issue>

Ce site web montre comment les femmes migrantes sont confrontées à des formes de discrimination omniprésentes et croisées qui ont un impact sur leur bien-être et leur sécurité à toutes les étapes de leur voyage
This website shows how Migrant women face pervasive, intersecting forms of discrimination that impact their well-being and safety at all stages of their journey.

Documents téléchargeables

Levrau, F., Loobuyck, P. (2018). Introduction : cartographier le débat multiculturalisme-interculturalisme. CMS 6, 13 (2018). <https://doi.org/10.1186/s40878-018-0080-8>

<https://comparativemigrationstudies.springeropen.com/articles/10.1186/s40878-018-0080-8>

Dans cet article, les auteurs réfléchissent au débat "multiculturalisme-interculturalisme" et décrivent certains des arguments présentés en défense de chaque perspective.

Bleszynska, K. M. (2008) Constructing intercultural education, *Intercultural Education*, 19:6, 537-545, DOI : 10.1080/14675980802568335

<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14675980802568335>

Cet article examine le statut méta-théorique, les déterminants fondamentaux, les intérêts, les conditions et les directives du développement de la théorie dans l'éducation interculturelle contemporaine.

Bastia, T. (2014). Intersectionnalité, migration et développement. *Progrès dans les études sur le développement* 14, 3, 237-248.

<https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/1464993414521330>

Cet article discute de la pertinence de l'intersectionnalité dans le contexte de la théorie et de la pratique du développement, notamment en examinant comment l'intersectionnalité a été utilisée dans le domaine des études sur la migration.

Cárdenas-Rodríguez, R., & Terrón-Caro, T. (2022). Inclusive Intercultural Education in Multicultural Societies.

Oxford Research Encyclopedia of Education. Consulté le 18 janvier 2022, à l'adresse

<https://oxfordre.com/education/view/10.1093/acrefore/9780190264093.001.0001/acrefore-9780190264093-e-803>.

Cet article analyse les systèmes de gestion de la diversité culturelle qui guident les interventions dans les contextes éducatifs.

Références

Brown, E. B. (1992), Ce qui s'est passé ici : la politique de la différence dans l'histoire des femmes et la politique féministe, *études féministes*. 18, 295-312.

Cárdenas-Rodríguez, R., & Terrón-Caro, T. (2022). L'éducation interculturelle inclusive dans les sociétés multiculturelles. *Oxford Research Encyclopedia of Education*. Consulté le 18 janvier 2022, à l'adresse <https://oxfordre.com/education/view/10.1093/acrefore/9780190264093.001.0001/acrefore-9780190264093-e-803>.

González, J. (2021). Atteindre l'égalité des sexes dans le monde : le rôle des politiques de coopération. *Revista da Plataforma Portuguesa das ONGD - Igualdade de Género e Desenvolvimento*, 23, 6-11.





**VOICES OF
IMMIGRANT
WOMEN**

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364

Miranda, J. (2009). Les femmes immigrées au Portugal : souvenirs, difficultés d'intégration et projets de vie. Haut-commissaire à l'immigration et au dialogue interculturel.

UNESCO (1994). *Declaração de Salamanca. Sobre princípios, políticas e práticas na área das necessidades educativas especiais*. UNESCO.

Vieira, R. & Araújo, N. (2018). POLÍTICAS MUNICIPAIS PARA A INCLUSÃO SOCIAL. DA MEDIAÇÃO INTERCULTURAL À MEDIAÇÃO COMUNITÁRIA: Mesa Redonda / Focus Group com as Câmaras da Batalha, Leiria, Marinha Grande e Pombal. In R. Vieira, J. Marques, P. Silva, A. Vieira, & C. Margarido (Orgs.) *DA MEDIAÇÃO INTERCULTURAL À MEDIAÇÃO COMUNITÁRIA - Estar dentro e estar fora para mediar e intervir* (pp.127-173). Edições Afrontamento.

Neves, A. S. A. das, Nogueira, M. C. O., Topa, J. B., & Silva, E. G. (2016). Mulheres imigrantes em Portugal: uma análise de gênero. *Estudos de Psicologia*, 33(4), 723-733.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Approche pratique au niveau national

Grèce

Le processus d'intégration implique la société d'accueil, qui doit créer les conditions d'une pleine participation économique, sociale, culturelle et politique des immigrants. Il implique également l'adaptation des migrants qui ont tous des droits et des responsabilités par rapport à leur nouveau pays de résidence. Selon le ministère grec des migrations et de l'asile, l'intégration sociale est un processus qui implique une adaptation mutuelle des ressortissants de pays tiers (migrants, demandeurs ou bénéficiaires d'une protection internationale) et des résidents grecs. Une intégration sociale réussie conduit à une coexistence pacifique, au respect de la diversité et à la cohésion sociale.

Selon la stratégie nationale d'intégration de 2019, les principaux objectifs du modèle grec d'intégration sociale sont les suivants : i) Créer et maintenir une société ouverte qui respecte la diversité. ii) Protéger les droits et définir les obligations des ressortissants de pays tiers d'une manière non discriminatoire qui garantit l'égalité sociale. iii) Encourager l'interaction, la collaboration, le dialogue et la critique constructive entre des communautés culturellement ou ethniquement différentes, en promouvant la démocratie et l'égalité. iv) Promouvoir la diversité, la tolérance et la cohésion sociale. v) Motiver tous les individus à protéger le bien commun et encourager la contribution de tous les individus au développement du pays.

Les piliers d'action de la stratégie nationale et les actions et mesures politiques correspondantes sont : i) Collaboration avec l'administration du gouvernement local pour promouvoir l'intégration au niveau local. ii) Accès aux biens et services nécessaires. iii) Promotion de l'éducation inclusive. v) Promotion de l'intégration sur le marché du travail. vi) Amélioration de la médiation interculturelle. vii) Encourager la participation civique. viii) Combattre le racisme et la xénophobie. ix) Mettre en œuvre des politiques d'intégration ciblées pour les groupes vulnérables. x) Mettre en œuvre des politiques ciblées pour les citoyens de la deuxième génération.

Références

Ministère de la migration et de l'asile (2019). Stratégie nationale d'intégration. Athènes : Stratégie nationale d'intégration.

<https://migration.gov.gr/wp-content/uploads/2020/05/B6.-Εθνική-Στρατηγική-2019.pdf>

Ce lien permet d'accéder à la stratégie nationale d'intégration 2019 de la Grèce.

Ministère de la migration et de l'asile (2021). Stratégie nationale d'intégration. Athènes : Stratégie nationale d'intégration.

<https://migration.gov.gr/wp-content/uploads/2021/11/Εθνική-στρατηγική-για-την-κοινωνική-ένταξη-2021.pdf>

Ce lien permet d'accéder à la Stratégie nationale d'intégration 2021 de la Grèce.

Espagne

En Espagne, la "loi organique 4/2000, du 11 janvier, sur les droits et libertés des ressortissants étrangers en Espagne et leur intégration sociale" (modifiée ultérieurement par la LO 8/2000, la LO 14/2003, la LO 2/2009, la LO 10/2011, la RDL 16/2012 et le jugement 13/2021) est la norme de base qui régit l'intégration des étrangers. Son "article 2 bis. Politique d'immigration" établit que "Toutes les Administrations Publiques exerceront leurs compétences en matière d'immigration conformément aux principes suivants : (...) c) l'intégration sociale des immigrants à travers des politiques transversales destinées à tous les citoyens ; d) l'égalité effective entre les femmes et les hommes ; e)



l'effectivité du principe de non-discrimination et, par conséquent, la reconnaissance de l'égalité des droits et des obligations pour tous ceux qui vivent ou travaillent légalement en Espagne, sur la base des dispositions de la Loi (...)" . En outre, l'article 2b. L'intégration des immigrants" propose que "1. les pouvoirs publics favorisent la pleine intégration des étrangers dans la société espagnole, dans un cadre de coexistence d'identités et de cultures diverses (...). 2. Les administrations publiques incorporeront l'objectif d'intégration des immigrants dans la société d'accueil, de manière transversale, dans toutes les politiques et services publics, en favorisant la participation économique, sociale, culturelle et politique des immigrants (...). En particulier, elles favorisent, par des actions de formation, la sensibilisation, la connaissance et le respect des valeurs constitutionnelles et statutaires de l'Espagne, des valeurs de l'Union européenne, ainsi que des droits de l'homme, des libertés publiques, de la démocratie, de la tolérance et de l'égalité entre les femmes et les hommes. En outre, ils développeront des mesures spécifiques pour favoriser leur incorporation dans le système éducatif et, en tout état de cause, garantiront la scolarisation des enfants en âge de scolarité obligatoire, l'apprentissage de toutes les langues officielles et l'accès à l'emploi, ces derniers étant considérés comme des facteurs essentiels d'intégration".

Parmi les questions soulevées ci-dessus, en Espagne, la scolarisation de tous les étrangers de moins de 16 ans est garantie, quelle que soit leur situation administrative (article 9 de la loi organique 4/2000). En outre, la "loi organique 3/2020 modifiant la loi organique 2/2006, du 3 mai 2006, sur l'éducation" établit l'éducation inclusive comme principe fondamental (article 4).

Il convient de rappeler que les compétences en matière d'éducation sont transférées aux communautés autonomes d'Espagne. Par conséquent, nous pouvons observer comment certaines mesures régionales favorisent le maintien de la culture d'origine et de l'identité culturelle des étudiants étrangers. Mais nous rencontrons également des programmes qui peuvent nuire à cette gestion de la diversité culturelle. Un exemple est celui des "classes d'adaptation linguistique temporaire" de l'Andalousie. Il s'agit d'un programme d'enseignement de l'espagnol destiné aux étudiants étrangers qui ne maîtrisent pas la langue et qui est dispensé pendant les heures de cours par des enseignants spécifiques. Ce type de mesure a été remis en question [1] car il n'est pas compatible avec un modèle inclusif. En effet, elle est plutôt liée à un discours d'intégration selon lequel certains enfants sont plus différents que d'autres, établissant des degrés de diversité, les plaçant sur un plan distinct et leur assignant un curriculum différent et adapté.

Enfin, nous vous invitons à consulter la success story "Vie active et intégrative en Espagne. Un rêve devenu réalité" dans la carte des études de cas VIW, disponible sur https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=MTY, où une femme d'origine polonaise raconte son expérience d'intégration en Espagne.

Références

orras Vallejo, R., García García, M. & Cotrina García, M.J. "Posibilidades Y Límites Del Programa De Atal En El Marco De Una Escuela Inclusiva", Revista Educación Inclusiva, (2)1, Jaén, Universidad De Jaén, 2009, 11-28.

Ressources en ligne

Portail de l'immigration. Ministère de l'inclusion, de la sécurité sociale et de la migration

<https://extranjeros.inclusion.gob.es/es/normativa/index.html>

Ce site du gouvernement espagnol présente des liens vers les réglementations nationales, européennes et internationales sur l'immigration, l'asile et le cadre de la citoyenneté européenne.

Prendre en compte la diversité culturelle des élèves : un aperçu des lois espagnoles sur l'éducation

<https://doi.org/10.15366/riejs2017.6.1.021>

Cet article présente un examen de la politique éducative en Espagne. Il examine comment la diversité culturelle est abordée, en plus des aspects idéologiques et des défis éducatifs.



France

La France a hérité d'un lourd passé colonial et d'une conception de la république comme un régime centré sur les droits et devoirs du citoyen indépendamment de ses particularités. La France dans le décret n°2007-376 du 20 mars 2007 portant publication de la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, adoptée le 20 octobre 2005 à Paris, l'article 3 promeut "la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles".

En France, le multiculturalisme est perçu principalement dans une perspective ethnographique. La conception de la "multiculturalité" qui prévaut en France est individualiste et pluraliste : on admet qu'un individu peut être divers et changeant et on prend soin de la pluralité des expressions et des opinions. Cela explique l'engagement fort de la France dans le débat international sur la diversité culturelle et la critique selon laquelle elle n'applique pas sur son territoire ce qu'elle prône dans les forums internationaux. La loi séparatiste du 24 août 2021 en est un exemple. Cette loi, suite au meurtre d'un enseignant, a pour but de renforcer les principes républicains afin de lutter contre le séparatisme et les atteintes à la citoyenneté.

La France, grâce à la création du musée du Quai Branly, puis de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration - et l'existence d'un programme en faveur du dialogue interculturel au sein du ministère de la Culture, souhaite promouvoir la diversité culturelle. Mais il existe en France une réticence profonde à se reconnaître comme multiple. Le débat sur l'identité nationale en est un exemple. En France, évoquer les limites du multiculturalisme revient à évoquer les procédures et les lois visant à "stigmatiser" les femmes de confession musulmane dans ce pays. En effet, la loi du 15 mars 2004 sur les signes religieux dans les écoles publiques françaises interdit " le port de signes ou de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse " dans les écoles, collèges et lycées publics. Cette loi sera renforcée par la loi n°2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public. Cette loi a donné lieu à des analyses sur la politisation du voile et la compréhension de concepts tels que la diversité culturelle, le multiculturalisme, l'assimilationnisme et l'intégration culturelle en France.

Les femmes de confession musulmane ont ressenti les effets de la politisation du voile dans leur vie quotidienne, qu'il s'agisse d'expériences multiples de stigmatisation ou de contraintes (avec une force inégale) à se dévoiler pour l'école ou l'emploi. En réaction à cette stigmatisation, nombre d'entre elles, notamment celles qui étaient lycéennes ou étudiantes, ont participé aux différentes manifestations organisées à Paris et en province contre cette loi, cherchant à s'opposer aux différentes mesures d'interdiction du voile.

Par ailleurs, les autorités françaises ont refusé de rapatrier les familles des djihadistes en France. Le gouvernement français, contrairement à d'autres pays de l'Union européenne, rapatrie au "cas par cas" des mineurs isolés, souvent orphelins, ou des mineurs ayant obtenu le consentement de leur mère pour être séparés de leur famille.

Références

Pas de pays pour les musulmans ? L'invention d'un Islam Républicain en France et son impact sur les musulmans français

<https://www.mdpi.com/2077-1444/13/1/38/pdf>.

Cet article conceptualise la problématique de la formation d'une catégorie (politiquement motivée) liée à une religion actuellement pratiquée en France, du point de vue d'un spécialiste des études religieuses.

La France face à la diversité multiculturelle : l'intégration à la Française est-elle vraiment en crise ?

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01037979/document>

Cet article établit une comparaison entre les immigrants français et les Français de souche afin de déterminer si le processus d'intégration et le multiculturalisme ont un sens dans ce pays.



Italie

La tradition migratoire en Italie. Après 50 ans d'afflux migratoires, l'Italie ne peut plus être définie comme un pays d'immigration "récente" : en fait, l'Italie est aujourd'hui une terre d'émigration, d'immigration et de transit.

Selon les dernières données nationales (Istat, Institut national de la statistique), le nombre total de résidents étrangers en Italie au 31 décembre 2020 s'élève à 5 013 215, dont 2 412 403 hommes et 2 600 812 femmes (environ 52 %). Ces chiffres sont synonymes de contextes d'origine divers, d'expériences migratoires variées et de langues différentes. Les communautés les plus représentées dans le panorama migratoire italien sont originaires de Roumanie, Albanie, Maroc, Chine, Ukraine, Philippines, Inde, Bangladesh, Egypte et Pakistan (10 premiers). Plus précisément, les plus grandes communautés sont originaires de Roumanie (1 137 728), d'Albanie (410 087) et du Maroc (408 179).

En Italie, les modèles de gestion de la diversité oscillaient traditionnellement entre le conformisme et l'assimilation : la diversité des autres (par exemple, les minorités régionales) était forcée de fusionner - avec des degrés et des résultats variables - avec le(s) modèle(s) culturel(s) dominant(s), et le processus était en outre perçu comme une exigence pour se rapprocher de la société majoritaire et pour accéder à la participation citoyenne dans ses dimensions sociales, culturelles, linguistiques, économiques ou autres. Dans un paradigme néo-assimilationniste parsemé d'éléments multiculturalistes, une solution similaire est prévisible pour les diversités qui sont actuellement considérées comme "immigrées", mais qui sont vouées à finir par converger progressivement vers le modèle culturel dominant (Ambrosini 2008). A plusieurs égards, l'approche assimilationniste continue à être la principale stratégie sous-jacente à la politique d'immigration actuelle (Ciancio 2014, pp. 43-48 ; Guolo 2009, pp. 5-7 ; Guolo 2011) : en fait, la situation italienne est définie par un modèle d'intégration "hybride", même défini comme un "non-modèle" (Guolo 2009, p. 5), et non pas parce qu'il combinerait différentes approches, mais parce qu'il est dépourvu de linéarité et plein de contradictions (id., p. 6).

Certaines indications et directives plus spécifiques sur la gestion de la diversité dans une perspective interculturelle s'adressent aux institutions et aux milieux éducatifs : en tant que telles, ces mesures visent les enfants et les jeunes immigrés, essentiellement ceux qui fréquentent les écoles primaires et les collèges (Ministero della Pubblica Istruzione, 2007).

Parmi les 10 premiers, un nombre significatif, c'est-à-dire plus important, de femmes est enregistré dans les communautés provenant de Roumanie, des Philippines et surtout d'Ukraine (176 085 femmes contre 51 502 hommes). En outre, des tendances à la féminisation sont observées dans certaines communautés d'immigrants démographiquement plus petites et moins représentées, principalement originaires d'Europe de l'Est et d'Amérique du Sud, à savoir : Fédération de Russie (81%), Géorgie (80%), Belarus (80%), Pologne (75%), République tchèque (83%), Moldavie, Pérou, République dominicaine, Colombie, Salvador, Slovaquie, Éthiopie, etc. (Istat, Institut national des statistiques, 31 décembre 2020).

Le bagage culturel des femmes migrantes ne constitue pas une caractéristique importante de leur expérience migratoire en Italie : exposées à diverses formes d'exploitation fondée sur le sexe, notamment sur le marché du travail, les femmes migrantes ne se distinguent pas par leur diversité culturelle, mais par le fait qu'elles sont des femmes et des migrantes, donc plus vulnérables que les hommes immigrés et les résidents autochtones. En dehors d'une politique globale et d'un activisme contre la violence et les abus fondés sur le genre, aucune mesure spécifique ne peut être identifiée pour les femmes migrantes au niveau national : par conséquent, la question est souvent laissée au secteur tertiaire, engagé à promouvoir des initiatives, des projets et des campagnes visant à soutenir les femmes migrantes et leurs diversités dans leur intégration sociale, culturelle et économique, ainsi que la participation citoyenne, mais à un niveau d'action plutôt local.

Références

- Ambrosini M., 2008, Un'altra globalizzazione. Le défi de la migration transnationale, il Mulino, Bologne.



- Ciancio B., 2014, Développer la compétence interculturelle. La valeur de la diversité dans l'Italie multiethnique. Un modèle opérationnel, FrancoAngeli, Milan.
- Guolo R., 2009, Modelli di integrazione culturale in Europa, document présenté à la conférence d'Asolo : Le nuove politiche per l'immigrazione. Sfide e opportunità, 16-17 octobre 2009, organisé par Italianieuropei et les Fondations Farefuturo.
- Guolo R., 2011, Assimilationism without assimilation : the Italian case and its paradoxes, in G. Debetto, E. Gazerro (eds.), Fare inte(g)razione tra enti locali, scuola e comunità. XIII convegno dei Centri interculturali, FrancoAngeli, Milan, pp. 157-166.
- Istat (<https://www.istat.it/>), en particulier Nouvelles sur la présence étrangère en Italie (<http://www4.istat.it/it/immigrati>), demo.istat.it (<http://demo.istat.it/str2020/index.html>).
- Lapov Z., 2018, Quelle diversité pour les élèves sud-asiatiques en Italie ? Langues, systèmes éducatifs et expériences transcontinentales dans une perspective interculturelle, FrancoAngeli, Milan, esp. pp. 51-52.
- Ministero della Pubblica Istruzione, 2007, La via italiana per la scuola interculturale e l'integrazione degli alunni stranieri, octobre 2007, Osservatorio nazionale per l'integrazione degli alunni stranieri e per l'educazione interculturale, Rome.
- "Adapting to Difficulties as a Mantra for a Personal Success" https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=NDQ= : cette histoire relate l'expérience d'une femme qui livre quelques réflexions liées à son statut de migrant confronté aux attentes et aux stéréotypes : d'une part, elle est fière d'être "différente", d'autre part, elle ne veut pas être identifiée comme "migrant" ou "étranger", ces catégories étant exposées à un certain nombre de stéréotypes en Italie.

Portugal

Au Portugal, les concepts d'inclusion sociale sont réglementés dans la loi DL n°. 31/2014 du 27 février, qui définit la nature, la mission et les devoirs du Haut Commissariat aux Migrations. Ses dispositions comprennent des règlements spécifiques concernant la population migrante, spécifiquement dans l'article 3, paragraphes j), o), et p), où il existe un besoin clair d'inclusion des immigrants, à savoir par la création d'emplois, le logement, l'autonomisation économique, l'égalité des chances, l'inclusion scolaire et l'éducation, entre autres. De même, la résolution du Conseil des ministres N°. 141/2019, a approuvé le Plan national pour la mise en œuvre du Pacte mondial pour les migrations, qui fait référence à la nécessité de concevoir une réponse nationale sur les questions de migration, de concert avec les partenaires internationaux. Parmi les différents objectifs, il prévoit "la promotion de l'accueil et de l'intégration des immigrants, en veillant à ce qu'ils soient en situation régulière, en favorisant le regroupement familial, en favorisant la maîtrise de la langue portugaise, la scolarisation des enfants et des jeunes et l'éducation et la formation professionnelle des adultes, en améliorant les conditions d'accès au logement, à la santé et à la protection sociale, et en stimulant leur intégration et leur participation civique" (p. 46). Le présent Plan présente comme mise en œuvre des mesures basées sur 23 objectifs concrets où, à titre d'exemple, la création d'un Guide d'accueil pour les immigrants (objectif 3) est prévue. Toujours à titre d'exemple, l'objectif 4 présente comme mesure concrète, la simplification des processus d'octroi de visas et de permis de séjour. Ces aspects constituent les obstacles identifiés par les femmes immigrées au Portugal, auxquels s'ajoutent les difficultés liées à la reconnaissance des qualifications académiques, des compétences professionnelles et de la précarité sur le marché du travail. A travers les prémisses juridiques du Plan, il est possible d'identifier une stratégie d'intégration/inclusion. Cependant, dans les discours des femmes, il a été



possible de percevoir une asymétrie entre la protection législative et sa pratique.

La littérature de référence et la législation semblent défendre un modèle interculturel, favorisant la valorisation de la diversité culturelle. Cependant, les voix des femmes ont mis en évidence des expériences qui semblent traduire le modèle multiculturel et assimilationniste. Le modèle multiculturel est clair dans les cas de femmes qui parviennent à conserver certains aspects de leur culture d'origine. Le modèle assimilationniste se reflète dans les comportements discriminatoires fondés sur la langue, en particulier, subis par les femmes brésiliennes. Il convient de noter que ces femmes valorisent la culture portugaise, mentionnant qu'elle est très présente dans leur vie, mais il est clair qu'elles valorisent également la réconciliation de différents points de vue sur l'expérience de la multiculturalité.

Pour terminer ce chapitre, nous mettons à la disposition des étudiants l'histoire à succès suivante d'une femme migrante au Portugal intitulée "Le portugais brésilien comme affirmation", disponible sur https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=OQ==. Cette histoire à succès révèle que pour cette femme, la compréhension des mécanismes sociaux qui génèrent l'inégalité et la discrimination multiple, se traduit par un activisme quotidien qui identifie, signale les situations de discrimination et intervient socialement dans la lutte contre les stéréotypes et les préjugés.

Références

Guia de Acolhimento (Guide d'accueil)

<https://www.acm.gov.pt/documents/10181/377055/01WelcomeGuide.pdf/51f11151-6e55-485c-910b-92207e19e143>

Ce guide d'accueil pour les migrants se veut un message de bienvenue du gouvernement de la République portugaise.

Mulheres imigrantes em Portugal : uma análise de género [Femmes immigrantes au Portugal : une analyse de genre].

<https://repositorio-aberto.up.pt/bitstream/10216/104430/2/194221.pdf>

Cet article vise à discuter théoriquement de l'importance d'analyser les migrations dans une perspective de genre, en prenant comme référence l'une des caractéristiques les plus frappantes de l'ère actuelle de la migration, la féminisation.

Slovenie

Les analyses existantes reflètent de manière critique certains aspects des recherches et des études qui ont été menées sur la discrimination et la gestion de la diversité en Slovénie entre 2007 et 2013. L'une de ces études explique l'incapacité des organisations à adopter des politiques de gestion de la diversité par le manque de compétences et d'aptitudes associées à la sensibilité culturelle (Brezigar 2015). Alors que les lieux de travail sont appelés à devenir de plus en plus diversifiés, l'approche prédominante de la diversité sur les lieux de travail en Slovénie tend soit à rejeter la diversité culturelle comme étant sans importance, soit à la traiter comme une nuisance à laquelle il faut faire face, sans saisir les avantages que cette diversité pourrait apporter.

En Slovénie, les concepts d'inclusion sociale ne sont pas spécifiques au genre et s'appliquent donc aux hommes et aux femmes migrants. La plupart des lois et des politiques adoptent une approche non sexiste, ce qui fait que les spécificités des femmes migrantes restent souvent invisibles et ne sont donc pas mises en évidence dans les approches politiques qui faciliteraient l'intégration. C'est donc principalement par le biais des réseaux familiaux et avec l'aide d'amis, ainsi que d'ONG et de diverses associations (de migrants ou culturelles) que les femmes migrantes parviennent à l'inclusion sociale ou, à tout le moins, trouvent un certain soutien lorsqu'elles tentent de s'y retrouver dans les nombreuses lois et procédures officielles. En dépit de certaines mesures prises ces dernières années en vue de rendre les procédures de l'État



plus accessibles et de les simplifier, du moins officiellement, ce sont toujours les ONG et les activistes qui assument le rôle principal que devraient jouer les institutions de l'État en termes d'information et de soutien pour faciliter l'intégration (sociale).

L'approche actuelle de la Slovénie affecte l'attitude du public envers les immigrants en l'encourageant à les considérer comme des égaux et des citoyens potentiels, mais pas comme leurs voisins. Ils sont plutôt considérés comme des étrangers. Les politiques qui traitent les immigrants comme des étrangers amènent davantage de personnes à les considérer comme des menaces générales et à les traiter d'une manière qui nuit à l'intégration. Dans le cadre de politiques restrictives, le public fait l'expérience de niveaux plus élevés de xénophobie et d'islamophobie et de niveaux plus faibles de confiance sociale, ce qui les conduit à moins de cas de contact et d'expériences positives avec les immigrants.

Pour conclure ce chapitre, nous mettons à la disposition des étudiants l'histoire d'une femme migrante en Slovénie intitulée "Overcoming the bureaucratic obstacles, poor information flow and health care issues", accessible sur le site du projet Welcome to VIW (pixel-online.org). Cette histoire illustre le problème de l'obtention d'informations correctes et rapides concernant l'inclusion sociale et d'autres formes d'intégration.

Références

Brezigar, S. (2015). Réflexions critiques sur la gestion de la diversité culturelle sur les lieux de travail en Slovénie. *Andragoška spoznanja*, 21(4), 69-82. DOI: <http://dx.doi.org/10.4312/as.21.4.69-82>.

EWSI - Site web européen sur l'intégration : Slovénie. Bruxelles : Migration Policy Group. Disponible à l'adresse suivante : Gouvernance de l'intégration des migrants en Slovénie | European Website on Integration (europa.eu)

Le site web européen sur l'intégration (EWSI) est une initiative de la Commission européenne et relève de la responsabilité de la Direction générale des affaires intérieures et des migrations. Le site web est la seule source à l'échelle de l'UE qui fournit aux décideurs politiques et aux praticiens des informations actualisées et des bonnes pratiques sur l'intégration des migrants.

MIPEX - Index des politiques d'intégration des migrants : Slovénie. 2020. Bruxelles : Migration Policy Group. Disponible à l'adresse suivante : Slovénie | MIPEX 2020

Le site web interactif du Migrant Integration Policy Index (MIPEX) est un outil unique qui mesure les politiques d'intégration des migrants dans les pays des six continents, y compris tous les États membres de l'UE (y compris le Royaume-Uni), d'autres pays européens (Albanie, Islande, Macédoine du Nord, Moldavie, Norvège, Serbie, Suisse, Russie, Turquie et Ukraine), des pays asiatiques (Chine, Inde, Indonésie, Israël, Japon, Jordanie, Arabie saoudite, Corée du Sud, Émirats arabes unis), des pays d'Amérique du Nord (Canada, Mexique et États-Unis), des pays d'Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Chili), l'Afrique du Sud, ainsi que l'Australie et la Nouvelle-Zélande en Océanie. Des indicateurs politiques ont été développés pour créer une image riche et multidimensionnelle des possibilités de participation des migrants à la société. Des indicateurs spécifiques sont disponibles pour la Slovénie.

CHAPITRE 5 : DIMENSION EUROPÉENNE

	FORME ET MODÈLE UNE ATTENTION À LA DIVERSITÉ CULTURELLE	PROGRAMMES D'INTÉGRATION/INCLUSION	LES QUESTIONS DE GENRE DANS LES PROGRAMMES D'INTÉGRATION
France	<p>Le multiculturalisme est perçu principalement dans une perspective ethnographique. La conception de la "multiculturalité" qui prévaut en France est individualiste et pluraliste. La France souhaite promouvoir la diversité culturelle mais il existe une réticence profonde à se reconnaître comme multiple.</p>	<p>L'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) est le principal organisme de la Direction générale des étrangers en France (DGEF), qui met en œuvre et pilote les politiques d'immigration et d'intégration sur le territoire français.</p> <p>Le processus d'intégration des migrants repose sur un parcours personnalisé d'intégration</p> <p>Le processus d'intégration des migrants repose sur un parcours personnalisé d'intégration républicaine d'une durée de cinq ans, assorti d'un contrat d'intégration républicaine (CIR) d'un an (renouvelable une fois par an). Parmi les prestations auxquelles les migrants ont accès, on peut citer : Formation linguistique, si le besoin est identifié ; Formation civique obligatoire ; Orientation professionnelle via les services publics de l'emploi, etc.</p>	<p>Soumises à une législation et à des pratiques administratives qui imposent des restrictions à l'entrée en France, les femmes migrantes sont devenues une priorité des politiques d'intégration.</p> <p>L'Office français de l'immigration (OFII) propose aux femmes une formation intitulée "Vivre en France". Cette formation vise à accompagner les femmes immigrées dans leur intégration sociale, culturelle et professionnelle en France. La question de l'égalité des sexes est au cœur des missions de l'OFII.</p> <p>Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)</p>
Grèce	<p>Selon le ministère grec des migrations et de l'asile, l'intégration sociale est un processus qui implique l'adaptation mutuelle des ressortissants de pays tiers (migrants, demandeurs ou bénéficiaires d'une protection internationale) et des résidents grecs.</p> <p>Une intégration sociale réussie conduit à une coexistence pacifique, au respect de la diversité et à la cohésion sociale.</p>	<p>Il existe de nombreuses initiatives organisées par des ONG, des OI, des citoyens, des municipalités, etc. Un exemple est le Centre de coordination d'Athènes pour les questions relatives aux migrants et aux réfugiés (ACCMR), qui vise à assurer une coordination efficace entre les autorités municipales et les parties prenantes opérant dans la ville.</p>	<p>Le ministère des migrations et de l'asile (2019, 2021) a accordé une importance particulière aux femmes migrantes et réfugiées dans la stratégie nationale d'intégration. De manière générale, la politique migratoire et le cadre réglementaire intègrent une perspective de genre. Un exemple d'initiative d'insertion professionnelle est HARTS (Hands on Refugees' Talent and Sustainability) (2021) du Forum grec des réfugiés, qui vise à donner des moyens d'action aux femmes issues de l'immigration ou de l'immigration.</p>

<p>Italie</p>	<p>À plusieurs égards, l'approche assimilationniste continue d'être la principale stratégie qui sous-tend la politique d'immigration actuelle (Ciancio 2014, pp. 43-48 ; Guolo 2009, pp. 5-7 ; Guolo 2011) : en fait, la situation italienne est définie par un modèle d'intégration "hybride", même défini comme un "non-modèle" (Guolo 2009, p. 5), et ce non pas parce qu'il combinerait différentes approches, mais parce qu'il est dépourvu de linéarité et plein de contradictions (id., p. 6).</p>	<p>Il n'y a pas de ministère de l'immigration en Italie, les questions d'immigration et d'asile sont donc traitées par le ministère de l'intérieur : en conséquence, de nombreux services sont décentralisés et distribués par des réseaux territoriaux. Parmi les principales mesures et programmes visant à l'intégration des immigrés qui ont été mis en œuvre : Ministère de l'intérieur (Rome, gouvernement italien) ; Département pour les libertés civiles et l'immigration (Dipartimento per le Libertà civili e l'Immigrazione), c/o Ministère de l'intérieur ; Planification 2014-2020, gouvernement italien ; Fonds pour l'asile, la migration et l'intégration 2014-2020 (AMIF) ; UNAR, Office national contre la discrimination raciale.</p>	<p>Aucune mesure spécifique ne peut être identifiée pour les femmes migrantes au niveau national : par conséquent, la question est souvent laissée au secteur tertiaire, engagé à promouvoir des initiatives, des projets et des campagnes visant à soutenir les femmes migrantes et leurs diversités dans leur intégration sociale, culturelle et économique, ainsi que la participation citoyenne, mais à un niveau d'action plutôt local.</p>
<p>Portugal</p>	<p>Les concepts d'inclusion sociale sont réglementés dans la loi DL n°. 31/2014 du 27 février, qui définit la nature, la mission et les devoirs du Haut Commissariat aux Migrations. La littérature de référence et la législation semblent défendre un modèle interculturel, favorisant la valorisation de la diversité culturelle. Cependant, les récits des femmes interviewées, dans la pratique, mettent en évidence certaines expériences qui semblent traduire le modèle multiculturel et assimilationniste.</p>	<p>Le Haut Commissariat aux Migrations (ACM) est une entité publique qui intervient dans la mise en œuvre des politiques publiques dans le domaine des migrations. L'ACM travaille en étroite collaboration avec d'autres entités publiques telles que la Commission pour l'égalité des sexes et la Commission pour l'égalité dans le travail et l'emploi. Certaines politiques d'intégration et d'inclusion poursuivies par les plans nationaux sont : Le plan stratégique sur les migrations 2012-2021 ; le programme national pour le Fonds pour l'asile, la migration et l'intégration pour la période 2014-2020 ; le plan national de mise en œuvre du Pacte mondial sur les migrations.</p>	<p>Les dispositions normatives sont construites selon un langage non sexiste, évitant l'utilisation du féminin et du masculin. Néanmoins, il est possible d'identifier dans certains instruments une préoccupation plus accentuée concernant le genre et qui découle d'obligations assumées au niveau international et national.</p>
<p>Slovenia</p>	<p>Les organisations sont dans une certaine mesure incapables d'adopter des politiques de gestion de la diversité en raison du manque de compétences associées à la sensibilité culturelle. Par exemple, alors que les lieux de travail sont appelés à devenir de plus en plus diversifiés,</p>	<p>Les programmes d'intégration/inclusion sont développés principalement par les ONG, les associations et les activistes qui assument le rôle principal que les institutions de l'État doivent jouer en termes d'information et de soutien pour faciliter l'intégration (sociale).</p>	<p>Les concepts d'inclusion sociale ne sont pas spécifiques au genre et s'appliquent donc aux hommes et aux femmes migrants. La plupart des lois et des politiques adoptent une approche aveugle au genre, ce qui fait que les spécificités des femmes migrantes restent souvent invisibles et ne sont</p>

	l'approche prédominante de la diversité sur les lieux de travail en Slovénie tend soit à rejeter la diversité culturelle comme sans importance, soit à la traiter comme une nuisance à laquelle il faut faire face.		donc pas mises en évidence dans les approches politiques qui faciliteraient l'intégration.
Espagne	En Espagne, la "Loi organique 4/2000, du 11 janvier, sur les droits et libertés des ressortissants étrangers en Espagne et leur intégration sociale" (modifiée ultérieurement par la LO 8/2000, la LO 14/2003, la LO 2/2009, la LO 10/2011, la RDL 16/2012 et le jugement 13/2021) est la norme de base qui régit l'intégration des étrangers. Elle stipule que les administrations publiques sont compétentes en matière de migration et de promotion de l'intégration sociale des migrants à travers des politiques transversales, l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que la non-discrimination.	La politique d'intégration des immigrants menée par le Secrétaire d'État aux migrations, par l'intermédiaire de la Direction générale de l'inclusion et de l'aide humanitaire, vise à promouvoir la pleine intégration des étrangers dans la société espagnole, dans un cadre de coexistence d'identités et de cultures diverses, sans autre limite que le respect de la Constitution et de la loi. Dans ce cadre réglementaire et avec l'objectif principal de renforcer la cohésion sociale, on travaille à l'élaboration d'un nouveau Plan stratégique d'éducation civique et d'intégration. Ce Plan, qui s'adresse à tous les citoyens, reprend le sillage des Plans précédents : le PECEI 2007-2010 et le PECEI 2011-2014 et ses principes directeurs : égalité, citoyenneté, interculturalité et inclusion. Le Plan constitue un cadre programmatique pour promouvoir l'intégration des immigrants, des demandeurs et des bénéficiaires de la protection internationale.	Au niveau national, il existe un certain nombre de plans, de programmes et de projets, de nature publique, qui visent l'intégration des femmes migrantes, directement ou indirectement. Cependant, il n'existe pas beaucoup de mesures destinées aux femmes migrantes et, en ce sens, nous devons continuer à travailler pour offrir des soins spécialisés axés sur le genre..

Idées générales

On observe comment la forme et les modèles de gestion des migrations varient d'un contexte à l'autre. Cet aspect est essentiel pour analyser les politiques et mesures d'intégration développées dans chacun des pays. Dans les contextes analysés, au moins un représentant de chacun des modèles prédominants a été observé. Par exemple, le modèle multiculturel en France, le modèle interculturel au Portugal et le modèle assimilationniste en Italie. En ce qui concerne le modèle, il est important de souligner les divergences qui existent entre le modèle théoriquement promu dans le pays et le modèle réellement mis en œuvre (voir le cas du Portugal). Pour cette raison, il est très difficile d'identifier un modèle unique dans un pays, car il existe généralement des mesures hybrides.

En ce qui concerne les questions de genre, une grande disparité a été observée. Alors que dans des pays comme la France, cette question est considérée comme une priorité générale, il y a d'autres pays comme l'Italie ou la Slovénie où les questions de genre ne sont pas prises en compte. Cela nous fait réfléchir sur l'importance de continuer à travailler sur l'approche genre pour rendre visible la nécessité d'inclure cette perspective dans tout programme ou politique qui est développé dans le domaine de la migration.

OBJETS D'APPRENTISSAGE/ACTIVITÉS PRATIQUES

Objets d'apprentissage/activités pratiques

Dans le module 1, nous avons abordé différents concepts à prendre en compte pour qu'une personne étrangère se sente la bienvenue dans la société d'accueil.

Durée: 45 minutes

Objectifs:

- *Différencier les concepts d'inclusion, d'intégration et de sentiment d'appartenance.*
- *Identifier et analyser les différents modèles d'attention à la diversité culturelle.*
- *Comprendre l'importance de la perspective de genre comme élément fondamental du modèle d'accueil.*

Pour une meilleure compréhension des différents concepts abordés, nous vous proposons ces activités pratiques :

Activité 1 : Prise en compte de la définition des concepts clés :

- Différenciez en expliquant dans vos propres mots les concepts d'"inclusion" et d'"intégration", en donnant des exemples de chacun.
- Réfléchissez au concept de "sentiment d'appartenance". Comment pouvons-nous savoir si ce sentiment est généré dans le processus d'inclusion d'une personne migrante ? La participation à une association, un mouvement culturel, une équipe sportive ou tout autre groupe spécifique a-t-elle une influence ?
- Dans les concepts d'"inclusion, d'intégration et de sentiment d'appartenance", valorisez l'importance d'inclure la perspective de genre comme un élément clé.

Activité 2 : Selon les modèles d'attention à la diversité culturelle, en fonction de ce qui a été étudié dans le module :

- Dressez la liste du nombre de types de modèles existants.
- Faites un tableau comparatif en tenant compte des caractéristiques de chaque modèle.

La perspective de genre comme élément clé du modèle d'accueil. Pensez-vous qu'il est important de l'introduire dans les traités internationaux ? Quels types de mesures peuvent être efficaces pour favoriser l'inclusion des femmes migrantes dans la société d'accueil ?

GLOSSAIRE

Termes	Notes	Sources
accès aux soins de santé	Les droits en matière de soins de santé dont bénéficient les ressortissants de pays tiers (migrants, demandeurs de protection internationale et réfugiés) dans les États membres de l'UE et dans leur pays d'origine.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf
acquisition de la nationalité	Tout mode d'acquisition de la nationalité, c'est-à-dire par la naissance ou à tout moment après la naissance, automatique ou non, basé sur l'attribution, la déclaration, l'option ou la demande.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf
Allophobie	Aversion pour l'altérité ou comportement hostile envers les personnes d'une autre culture ou religion.	http://www.encyclopédie.fr/definition/allophobie
altérité	L'altérité est un concept d'origine philosophique signifiant "le caractère de ce qui est autre" et "la reconnaissance de l'autre dans sa différence", la différence étant entendue comme ethnique, sociale, culturelle ou religieuse.	Lalande André, <i>Dictionnaire de philosophie</i> , éd. PUF, Paris, 1993
Approche sensible au genre	Sensible au genre. Aborder et prendre en compte la dimension de genre. Sensibilité à la dimension de genre : capacité à reconnaître, à mettre en évidence et à corriger les différences, les problèmes et les inégalités entre les sexes, et à les intégrer dans les stratégies et les actions ; degré d'intégration de la dimension de genre dans les actions et les politiques, c'est-à-dire prise en compte des normes, des rôles et de l'accès aux ressources des hommes et des femmes dans la mesure où cela est nécessaire pour atteindre les objectifs de développement fixés	Commission européenne, 2004, Glossaire des termes relatifs au genre et au développement, p. 4. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossaire des termes relatifs au genre, pp. 13-14, 17.
Assimilationniste	Processus par lequel l'expression culturelle d'un groupe minoritaire est absorbée par la culture dominante du pays d'accueil. Ce processus résulte de mesures publiques et de pratiques sociales qui contribuent à l'effacement plus ou moins subtil des marques de la culture d'origine, en les remplaçant par les caractéristiques de la	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0, p. 34 Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration, p. 12.

	<p>culture dominante impliquant la langue, les traditions, les valeurs et les comportements.</p>	
Autonomisation	<p>(des femmes, e. des femmes migrantes)</p> <p>Il s'agit d'un processus de renforcement de l'estime de soi, de la confiance en soi, de l'autonomie et de l'autodétermination d'une personne, qui se traduit par une plus grande maîtrise de sa propre vie et un meilleur développement personnel, en étant capable de se défendre et de résister à l'adversité. Elle cible les groupes qui, pour diverses raisons, sont en état de vulnérabilité. L'autonomisation des femmes implique la promotion d'une participation accrue aux processus de décision dans tous les aspects de la vie. L'autonomisation des femmes immigrées doit être fondée sur l'amélioration de la confiance en soi, de l'estime de soi et des capacités dans le cadre d'un processus de construction, de coopération et de solidarité. L'autonomisation des femmes repose sur un processus de progression vers l'égalité.</p>	<p>International Labour Organization (2020). Media-friendly glossary on migration: Women migrant workers and ending violence against women (EVAW) edition, p. 22.</p> <p>United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women. Concepts and Definitions. https://www.un.org/womenwatch/osi/conceptsanddefinitions.htm</p>
carte bleue européenne	<p>L'autorisation portant le terme "carte bleue européenne" autorise son titulaire à résider et à travailler sur le territoire d'un État membre de l'UE en vertu de la directive 2009/50/CE du Conseil (directive "carte bleue").</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
Communauté	<p>La communauté est un groupe de personnes unies par des intérêts similaires et qui ont des intérêts communs. En d'autres termes, ce sont des groupes organisés entre eux en fonction de certains objectifs et qui partagent des valeurs et des croyances communes fondées sur la langue, les coutumes, le patrimoine culturel et historique, la situation géographique et la perspective du monde. Au sein d'une communauté, il est habituel de créer une identité mutuelle qui se distingue des autres groupes. Les communautés de migrants sont</p>	<p>Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations.</p>

	généralement soutenues par d'autres migrants de la même nationalité, ce qui contribue à la création et au maintien de réseaux informels jouant un rôle dans l'orientation et la préservation de leur propre culture pour les générations futures.	
Compétence culturelle	<p>(dans les études sur la migration et les services sociaux)</p> <p>Les normes définissent la compétence culturelle comme le processus par lequel les individus et les systèmes établissent des relations respectueuses et efficaces avec des personnes de toutes cultures, langues, classes, origines ethniques, religions et autres facteurs de diversité, d'une manière qui reconnaît, affirme et valorise la valeur des individus, des familles et des communautés, et protège et préserve la dignité de chacun. La compétence culturelle peut être développée par l'expérience interculturelle et est liée à la déconstruction et à la prise de conscience de ses propres valeurs et pratiques culturelles.</p>	<p>Ann Marie Garran & Lisa Werkmeister Rozas (2013) Cultural Competence Revisited, <i>Journal of Ethnic and Cultural Diversity in Social Work</i>, 22:2, 97-111, DOI: 10.1080/15313204.2013.78533</p> <p>Lalueza J.L. & Macías-Gómez-Estern, B. (2020): Border crossing. A service-learning approach based on transformative learning and cultural-historical Psychology (<i>Cruzando la frontera. Una aproximación al aprendizaje servicio desde el aprendizaje transformativo y la psicología histórico-cultural</i>), <i>Culture and Education</i>, 32(3), 556-582 https://doi.org/10.1080/11356405.2020.1792755.</p> <p>Macías-Gómez-Estern, B. (2021). Critical Psychology for Community Emancipation: Insights from Socio-educative Praxis in Hybrid Settings. In <i>New Waves in Social Psychology</i> (pp. 25-54). Palgrave Macmillan, Cham.</p>
Diversité des femmes migrantes	<p>(Condition de migrante et de femme)</p> <p>Une approche de l'examen de la diversité des expériences des femmes migrantes et de la manière dont la classe, la race/ethnicité, le travail et d'autres variables s'entrecroisent avec le genre : ces facteurs et d'autres sont tous importants pour comprendre les femmes migrantes dans leur double condition de migrante et de femme comme point de départ de leur diversité.</p>	<p>Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, <i>Glossary of Gender-related Terms</i>, pp. 31-32.</p>
Double (ou triple)	(des femmes migrantes)	Campani, 2007, p. 5.

<p>isolement & marginalisation & oppression</p>	<p>Le genre et l'ethnicité, ainsi que l'occupation dans le travail domestique, privé de reconnaissance sociale, font que les femmes immigrées sont soumises à une triple marginalité : sociale, économique et culturelle. Dans ce domaine, la ségrégation professionnelle occupe une place particulière, à savoir : la concentration des femmes et des hommes dans différents types et niveaux d'activité et d'emploi, les femmes étant confinées dans un éventail de professions plus étroit (ségrégation horizontale) que les hommes, et dans les catégories de travail inférieures (ségrégation verticale).</p>	<p>European Commission, 2004, <i>Glossary of gender and development terms</i>, p. 4.</p>
<p>double nationalité</p>	<p>La possession simultanée de deux ou plusieurs citoyennetés par la même personne.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
<p>droit du sang</p>	<p>La détermination de la nationalité d'une personne sur la base de la nationalité de ses parents (ou d'un parent ou d'un parent particulier) au moment de la naissance de la personne visée et au moment de l'acquisition de la nationalité par la personne visée (les deux moments sont différents en cas d'acquisition après la naissance).</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
<p>droit du sol</p>	<p>Principe selon lequel la nationalité d'une personne est déterminée sur la base de son pays de naissance.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
<p>Droits (humains) des femmes</p>	<p>(syn. droits humains des femmes). Droits qui favorisent une position d'égalité juridique, politique et sociale des femmes avec les hommes, et l'équité de traitement pour les femmes, comme pour les hommes, dans tous les domaines de la société. Les droits des femmes et des filles en tant que partie inaliénable, intégrale et indivisible des droits humains universels,</p>	<p>Adapté de Oxford Reference, 2022 & Lexico, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 & Merriam-Webster, 2022. Adapté de Commission européenne, 2004, <i>Glossary of gender and development terms</i>, p. 4 & Christodoulou, Zobnina, 2009, <i>Glossary of Gender-related Terms</i>, p. 31.</p>

	c'est-à-dire la reconnaissance que les droits des femmes sont des droits humains et que les femmes subissent des injustices uniquement en raison de leur sexe.	
Droits de l'Homme	<p>(perspective des droits de l'homme)</p> <p>Normes internationales convenues qui reconnaissent et protègent la dignité et l'intégrité de chaque individu, sans aucune distinction (Glossaire principal du HCR) ; les droits de l'homme font partie du droit international coutumier et sont stipulés dans divers documents juridiques nationaux, régionaux et internationaux généralement appelés instruments des droits de l'homme [Glossaire du REM, 2018, p. 195]. Ensemble de droits fondamentaux considérés comme appartenant à toutes les personnes, et auxquels tout être humain devrait pouvoir prétendre ; droits civils et politiques : droit à la vie, à la justice, à la liberté, à la liberté d'expression, ou à ne pas être emprisonné illégalement, torturé, exécuté ; droits sociaux, culturels et économiques : droit de participer à la culture, droit à l'alimentation, au travail et à l'éducation.</p>	Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 19 & Oxford Reference, 2022 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 & Lexico, 2022.
Éducation sensible au genre	<p>Parité dans l'éducation. Il s'agit de pourcentages équivalents d'hommes et de femmes dans un système éducatif (par rapport à la population par groupe d'âge). La parité est essentielle mais pas suffisante pour atteindre l'égalité des sexes. Objectif 4 : éducation de qualité : universaliser l'accès à une éducation de qualité, du niveau préprimaire au niveau tertiaire, avec pour mandat spécifique de corriger les inégalités sociales qui compromettent l'accès aux possibilités d'éducation. Éliminer les disparités entre les sexes à tous les niveaux et veiller à ce que les installations éducatives tiennent compte des besoins des femmes afin de créer des environnements d'apprentissage efficaces. La résolution 70/138 de l'Assemblée générale note que le droit égal des filles à une éducation de qualité est au cœur du programme de développement durable.</p>	UNICEF, 2017, L'égalité des sexes : Glossaire..., p. 6. UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 10.
Égalité des sexes	(syn. égalitarisme de genre, égalité des	Dictionnaire Cambridge, 2022. Oxford Reference, 2022 ; Lexico, 2022.

	<p>sexes, égalité sexuelle).</p> <p>Le fait de traiter les femmes et les hommes de la même manière : l'égalité des sexes n'implique pas que les femmes et les hommes sont identiques, mais qu'ils ont la même valeur et doivent bénéficier d'un traitement égal. L'état dans lequel l'accès aux droits ou aux opportunités n'est pas affecté par le sexe. Le concept selon lequel les femmes et les hommes, les filles et les garçons bénéficient de conditions, d'un traitement et de chances égaux pour réaliser pleinement leur potentiel, leurs droits humains et leur dignité, et pour contribuer au développement économique, social, culturel et politique et en bénéficier.</p>	<p>UNICEF, 2017, L'égalité des sexes : Glossaire..., p.</p>
Emancipation	<p>(des femmes, des femmes migrantes)</p> <p>L'action ou le processus d'émancipation, c'est-à-dire le fait d'être libéré de restrictions légales, sociales ou politiques, c'est-à-dire du contrôle ou du pouvoir d'une autre personne ; l'action ou le processus consistant à se libérer de restrictions légales, sociales ou politiques, et à donner à quelqu'un une liberté et des droits sociaux ou politiques (syn. libération ; par exemple, l'émancipation de l'esclavage) ; l'action de se libérer de toute influence contrôlante, comme les mœurs ou les croyances traditionnelles.</p>	<p>Adapté de Oxford Reference, 2022 & Lexico, 2022 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 Émancipation féminine ou libération des femmes : action ou processus visant à obtenir l'égalité des femmes dans tous les domaines de la société (par exemple, le mouvement de libération des femmes). Adapté du Cambridge Dictionary, 2022</p>
Équité sociale	<p>L'équité sociale a été utilisée avec des significations différentes selon le domaine où ce terme est appliqué (santé, éducation, droit, finance, psychologie, etc.). Elle concerne l'accès, juste et équitable à toutes les ressources et la distribution des moyens. Il s'agit de considérer différentes catégories de ressources, liées non seulement aux biens financiers mais aussi au capital social, à l'environnement social, à la participation, aux réseaux d'aide, aux liens affectifs, aux relations et au bien-être communautaire et personnel.</p>	<p>Melbourne Social Equity Institute webpage. https://socialequity.unimelb.edu.au/stories/what-is-social-equity. Consulté le 3 mars 2022.</p>
État providence (système)	<p>Système politique dans lequel l'État s'engage à protéger le bien-être individuel et collectif de ses citoyens, en particulier ceux qui sont dans le besoin sur le plan économique ou social, en fournissant une</p>	<p>Adapté du Cambridge Dictionary, 2022 & Lexico, 2022 & Giddens, 2009, Sociology, p. 1137 & Oxford Reference, 2022 & Merriam-Webster, 2022.</p>

	<p>série de services tels que les soins de santé, le chômage, l'éducation, les pensions et autres prestations sociales ; un État/nation/pays caractérisé par le fonctionnement du système d'État-providence, financé à la fois par la fiscalité et l'assurance nationale.</p>	
Ethnicisation	<p>L'ethnicisation désigne un processus par lequel des personnes sont désignée, à tort ou à raison, à un groupe ethnique en fonction de leur origine, de leur apparence ou de leur mode de vie. Le comportement des personnes est expliqué principalement sur la base d'une ethnicité supposée.</p>	<p>Developpé par Jean-Loup Amselle dans son ouvrage <i>L'Ethnicisation de la France</i> (Éditions Lignes, 2011).</p>
Étranger	<p>Dans le contexte mondial, une personne qui n'est pas un ressortissant (natif ou citoyen) d'un État donné. Dans le contexte de l'UE, une personne qui n'est pas ressortissante d'un État membre de l'UE.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
Exploitation fondée sur le sexe	<p>Exploitation. Une relation sociale ou institutionnelle dans laquelle une partie profite au détriment de l'autre par un déséquilibre de pouvoir. Le fait de tirer profit de quelque chose ou de quelqu'un, en particulier le fait de tirer un avantage injuste d'une autre personne pour son propre bénéfice (par exemple, l'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, la mendicité, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude, l'exploitation d'activités criminelles, le prélèvement d'organes, etc.</p>	<p>Giddens, 2009, Sociologie, p. 1118. Adapté du glossaire du REM, 2018, p. 151. L'exploitation et les abus sexuels sont une forme de violence fondée sur le genre [PSEA].</p>
Genre	<p>Construction sociale des différents rôles attribués aux hommes et aux femmes, impliquant des aspects économiques, sociaux et culturels. Les rôles de genre sont considérés comme appropriés pour les individus d'un sexe spécifique et ils affectent les interactions sociales entre les hommes et les femmes, ce qui conduit finalement à des inégalités et à une inégalité des chances. Le terme "genre" est souvent confondu avec le "sexe", qui englobe les différences biologiques.</p>	<p>Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW), p. 8.</p> <p>Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme (OSAGI) Nations Unies, Gender Mainstreaming, définitions et concepts. https://www.un.org/womenwatch/osagi/conceptsanddefinitions.htm</p>

<p>Identité</p>	<p>L'identité traduit l'image que l'on a de soi par rapport aux autres. D'un point de vue ontologique, elle porte l'essence de l'être, qui est variable, surtout si l'on tient compte de facteurs caractéristiques tels que la nationalité, l'ethnie, la race, la religion, l'orientation sexuelle, le sexe et les attitudes. L'identité fait référence aux catégories sociales et aux sources du respect de soi ou de la dignité de l'individu. En ce sens, l'individu n'existe pas isolé de son contexte social. À son tour, la société n'est pas détachée des processus identitaires, ce qui rend le concept fluide et diversifié.</p>	<p>Conseil de l'Europe, Glossary of key terminology https://www.coe.int/en/web/autobiography-intercultural-encounters/glossary Fearon, J. (1999). What is identity (as we now use the word)?, p. 3. https://web.stanford.edu/group/fearon-research/cgi-bin/wordpress/wp-content/uploads/2013/10/What-is-Identity-as-we-now-use-the-word-.pdf</p>
<p>Identité de genre</p>	<p>Expérience interne et individuelle ressentie par chaque personne concernant le genre auquel elle s'identifie, qui peut correspondre ou non au sexe assigné à la naissance. L'identité de genre peut être identique ou différente du sexe avec lequel la personne est née, et peut même ne correspondre à aucun des deux. Les individus peuvent prendre conscience de leur identité de genre à différentes étapes de leur vie et son expression peut être révélée par les vêtements, le comportement et l'apparence personnelle. "L'identité de genre n'est qu'une des nombreuses identités sociales possibles".</p>	<p>Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW), p. 18. Wood, W., Eagly, A. (2009).</p>
<p>Identité sociale d'une femme migrante</p>	<p>(situation sociale, culturelle, économique et autre)</p> <p>Nous pouvons comprendre la construction de l'identité sociale comme une action qui vise à se définir ou à se caractériser, et souvent en relation avec des sentiments d'attachement à différents groupes d'appartenance (famille, groupe culturel, sexe, etc.). L'action d'identification est souvent réalisée à travers des récits, qui offrent un sens à des trajectoires de vie ayant connu des tournants, comme la migration. L'identité sociale d'une personne se construit également en dialogue avec les catégories sociales. Dans ce sens, l'identité sociale d'une femme migrante intègre des catégories et des schémas sociaux liés à son genre, à la</p>	<p>Abrams, D., & Hogg, M. A. (1990). An introduction to the social identity approach. <i>Social identity theory: Constructive and critical advances</i>, 1-9.</p> <p>Benwell, B. (2006). <i>Discourse and identity</i>. Edinburgh University Press. De Fina, A. (2003). Identity in narrative. <i>A study of immigrant discourse</i>, 251.</p> <p>Harré, Rom; Moghaddam, Fathali M. (2015). "Positioning Theory". <i>The International Encyclopedia of Language and Social Interaction</i>: 1–9.</p> <p>Macías-Gómez-Estern, B. & Vasquez, O. (2015): Identity construction in</p>

	migration et aux circonstances socioculturelles et économiques, tels qu'ils sont reproduits ou résistés dans son propre récit personnel agencif et son positionnement quotidien.	narratives of migration. In Hansen, Jensen & Berliner (Eds.): <i>Conceptual and applied approaches to self in culture in mind</i> . Aalborg University Press. Aalborg.
Immigration	Dans le contexte mondial, le fait d'arriver sur un territoire et d'y rester pendant une période suffisamment longue pour en faire son lieu de résidence principale. Dans le contexte de l'UE, l'action par laquelle une personne établit sa résidence habituelle sur le territoire d'un État membre de l'UE pour une période qui est, ou est censée être, d'au moins 12 mois, après avoir précédemment résidé habituellement dans un autre État membre de l'UE ou dans un pays tiers.	Castles, S. (1998). <i>The age of migration: International population movements in the modern world</i> . Macmillan International Higher Education. REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) (2019): glossaire sur la Migration. Consulté le 3 mars 2022.
Inclusion sociale	Définition dans le contexte de l'UE, un cadre pour le développement de stratégies nationales, ainsi que pour la coordination des politiques entre les États membres de l'UE, sur les questions relatives à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Développé par le REM (Réseau européen des migrations), site web de la Commission européenne, DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion (2018). Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf
Inégalité des sexes	Les différences de statut, de pouvoir et de prestige des femmes et des hommes dans les groupes, les collectivités et les sociétés.	Giddens, 2009, <i>Sociology</i> , p. 1119.
Intégration	Selon le Glossaire Asile et Migration 6.0, dans le contexte de l'UE, l'intégration est un processus dynamique et bidirectionnel d'accommodation mutuelle par tous les immigrants et résidents (REM, 2018, p.214). Cependant, certains théoriciens critiques affirment que l'intégration présuppose l'adoption par les groupes minoritaires des normes et valeurs sociales	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0

	de la culture dominante.	
Interculturalité	Elle fait référence à la relation entre les cultures. Les perspectives interculturelles se caractérisent par l'intentionnalité des interactions, de l'apprentissage et de l'échange mutuel entre différentes cultures. Elles prévoient une coexistence effective entre des personnes de cultures différentes et la possibilité d'un partage effectif des connaissances et des manières d'être et de vivre. L'interculturalité dans une perspective de genre cherche à promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles en luttant contre les barrières qui maintiennent les inégalités.	UNESCO. La diversité des expressions culturelles. https://en.unesco.org/creativity/interculturality Article 4.8 de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles
Intersectionnalité	L'intersectionnalité ou l'intersectionnalisme est un concept utilisé en sociologie et en pensée politique, qui fait référence à la situation des personnes qui subissent simultanément plusieurs formes de stratification, de domination ou de discrimination dans une société.	Patricia Hill Collins, <i>L'intersectionnalité en tant que théorie sociale critique : Intersectionality as Critical Social Theory</i> , Duke University Press, 2019.
Islamophobie	L'islamophobie est un terme polysémique, défini étymologiquement comme la peur ou la crainte de l'islam, mais il peut également signifier l'hostilité envers l'islam ou les musulmans, bien qu'il n'y ait pas de consensus aujourd'hui.	Adapté par la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) dans son rapport annuel de 2013.
La diversité culturelle	Communauté ou groupe où l'on peut identifier une variété de différences culturelles et sociales. Ces différences reposent sur diverses formes d'expressions basées sur la race, l'ethnie, la nationalité, la religion, le sexe, le genre, la position socio-économique, la langue, les capacités physiques et psychologiques, les croyances, les valeurs et les traditions.	Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration, p. 41.
La femme migrante, sujet actif	(agente de son expérience migratoire) Le fait de considérer la condition des femmes migrantes comme des participantes actives aux migrations. Cette évolution de la perception et de la reconnaissance des rôles participe d'un intérêt spécifiquement porté aux femmes migrantes de la part des chercheurs-ses et des décideurs politiques, ainsi qu'à une	Adapté de Morokvasic, 1984, pp. 895, 899 & Kofman, 1999, pp. 270, 273-274, 286.

	<p>prise de conscience croissante du biais masculin dans la recherche sur les migrations : les récits qui en résultent contribuent à redresser le déséquilibre et à dépeindre des femmes migrantes actives qui déploient des stratégies individuelles et participent aux décisions de leur foyer. Cette approche a été étayée par l'observation de femmes individuelles qui gèrent leur propre projet de migration en tant que sujets actifs.</p>	
La femme migrante, une victime passive	<p>Le rôle de l'<i>agency</i> est particulièrement vital pour une approche de genre de la migration, étant donné qu'il est souvent supposé que les femmes "suivent" les hommes, et que leur rôle dans la migration est réactif plutôt que proactif, la migration étant traitée comme un phénomène impliquant les hommes comme seuls acteurs actifs. Rétrospectivement, certains travaux de recherche semblent être obsédés par l'économie et la classe sociale à l'exclusion d'autres facteurs, tandis que d'autres ont prêté attention aux questions de genre [adapté de Kofman, Phizacklea, Raghuram, Sales, 2001, p. 23]. Une telle vision stéréotypée renforce l'idée que les femmes migrantes sont des agents passifs, c'est-à-dire des "suiveuses" et des "dépendantes", dont l'emploi (lorsqu'il existe) devient également une considération secondaire.</p>	Adapté de Morokvasic, 1984, p. 897 & Kofman, 1999, p. 273.
Le bien-être social	<p>(s. bien-être)</p> <p>Le bien-être d'une communauté ou d'une société dans son ensemble, qui se reflète dans le bien-être de ses membres individuels, en particulier en matière de santé et d'économie [adapté de Lexico, 2022 & Oxford Reference, 2022].</p> <p>Protection sociale ou S. protection. Ensemble des services, politiques et programmes publics (État/gouvernement) ou privés organisés visant à prévenir, réduire et éliminer les vulnérabilités économiques et sociales à la pauvreté et aux privations des groupes défavorisés (pauvres, malades, personnes âgées, etc.).</p>	Adapté de OIM, 2019, Glossaire sur la migration, p. 197 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022.
Migration	Le concept de migration est défini dans un	Commission européenne (2018) Asile

	<p>sens large. Il correspond à un processus de déplacement qui couvre tout type de mouvement de personnes, de groupes ou d'individus d'un endroit à un autre à la recherche de meilleures conditions et de meilleurs niveaux de vie. Le mouvement des personnes comprend la migration internationale (transfrontalière vers un autre État) et la migration interne (mouvement à l'intérieur du pays). Le processus de migration est toujours considéré sur une année, indépendamment de sa durée, de sa composition ou de ses causes. Il comprend la migration des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes déracinées, des migrants environnementaux, des migrants économiques et des personnes se déplaçant pour d'autres raisons, par exemple, des persécutions politiques, des conflits, le regroupement familial.</p>	<p>et migration. Glossaire 6.0, p. 255</p> <p>Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW)</p> <p>Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations. P. 132</p>
Multiculturalisme	<p>Un modèle qui propose une société basée sur le principe que chacun a une communauté, chaque communauté une culture, et chaque culture son propre espace et ses limites inviolables. Il repose sur une politique qui souscrit au principe de la diversité culturelle et soutient le droit des différentes cultures et des différents groupes ethniques à conserver des identités culturelles distinctes en leur assurant un accès équitable à la société, en adoptant les principes constitutionnels et les valeurs généralement partagées qui prévalent dans la société. Elle met l'accent sur les différences culturelles et les différentes cultures qui existent les unes autour des autres sans nécessairement beaucoup de contact ou d'interaction participative.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0, p. 265</p>
nationalité	<p>Le lien juridique particulier entre un individu et son État, acquis par la naissance ou la naturalisation, que ce soit par déclaration, choix, mariage ou autre selon la législation nationale.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
Naturalisation	<p>Tout mode d'acquisition après la naissance</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile</p>

	d'une nationalité non détenue précédemment par la personne visée qui nécessite une demande de cette personne ou de son représentant légal ainsi qu'un acte d'octroi de la nationalité par une autorité publique.	et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Opportunités sociales	Généralement utilisé pour faire référence à l'idée que les gens ont des possibilités objectives de développement différentes en fonction de l'environnement dans lequel ils grandissent et participent. Il s'agit de l'accès différentiel à une éducation de qualité, aux soins de santé, à la promotion sociale, au soutien financier, au capital social, aux loisirs, etc. Les possibilités sociales peuvent être difficiles à mesurer car elles sont liées à des désirs et à des besoins définis de manière subjective.	Elster, J. (2019). <i>Tuercas y tornillos Una introducción a los conceptos básicos de las ciencias sociales</i> . Santa Fe, Asociación Civil Mirame Bien, 2019.
Oppression	L'oppression sociale est une oppression qui s'exerce par des moyens sociaux et qui a une portée sociale - elle affecte des catégories entières de personnes. Elle se produit lorsqu'un groupe détient un pouvoir sur un autre dans la société en contrôlant les institutions sociales, les lois, les coutumes et les normes de la société.	https://www.crrf-fcrr.ca/fr/bibliotheque/glossaire-fr-fr-1/item/27171-oppression-sociale
permis de séjour	Toute autorisation délivrée par les autorités d'un État membre de l'UE permettant à un ressortissant de pays tiers de séjourner légalement sur son territoire, conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 265/2010 (règlement relatif au visa de long séjour).	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
permis de travail / autorisation de travail	Dans le contexte mondial, un document légal délivré par une autorité compétente d'un État donnant l'autorisation d'employer des travailleurs migrants dans le pays d'accueil pendant la période de validité du permis. Dans le contexte de l'UE, un document juridique délivré par une autorité compétente d'un État membre de l'UE indiquant le droit d'un ressortissant de pays tiers à travailler sur son territoire pendant la période de validité du permis.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
permis unique	Titre de séjour délivré par les autorités d'un État membre de l'UE à l'issue d'une	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0

	procédure de demande unique, permettant à un ressortissant de pays tiers de résider légalement sur son territoire à des fins de travail.	https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
personne faisant l'objet d'un transfert temporaire intragroupe	Un ressortissant de pays tiers faisant l'objet d'un détachement temporaire d'une entreprise établie en dehors du territoire d'un État membre de l'UE et à laquelle le ressortissant de pays tiers est lié par un contrat de travail à une entité appartenant à l'entreprise ou au même groupe d'entreprises qui est établie sur ce territoire.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Perspective de genre	(dans les études sur les migrations) La perspective de genre reconnaît que les différences d'expériences de vie basées sur le genre entraînent souvent des inégalités sociales, économiques, politiques et autres pour les femmes et les filles : appliquée à l'élaboration de politiques et à la prestation de services, la perspective de genre peut contribuer à promouvoir un changement positif dans leur vie. Elle implique en outre une sensibilisation au genre qui reconnaît la pertinence du genre dans ses multiples dimensions sociales et englobe, à la fois comme concept et comme action, "la connaissance et la compréhension des différences dans les rôles et les relations entre les femmes et les hommes, notamment sur le lieu de travail". En termes de recherche et d'analyse, la perspective de genre implique une sensibilisation accrue au parti pris masculin dans la recherche sur la migration et la reconnaissance des femmes migrantes en tant que participantes actives.	Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 19. (Dictionnaire Cambridge, 2022) Adapté de Lapov, Campani, 2017, p. 91-92. Adapté de Morokvasic, 1984, p. 899
perte de la nationalité	Tout mode de perte de la qualité de citoyen d'un pays, volontairement ou involontairement, automatiquement ou par un acte des autorités publiques.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Politiques d'inclusion sociale	Elles consistent à concevoir des instruments de politique publique qui garantissent le plein exercice des droits de citoyenneté dans tous les domaines de la	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0

	<p>vie. Les stratégies d'inclusion visent à assurer la pleine participation civique de tous les groupes (y compris les minorités). Les politiques d'inclusion sociale concrétisent les droits garantis par la Constitution aux niveaux politique, économique et social. Dans le domaine de la migration, des politiques d'inclusion sociale sont conçues dans des domaines tels que la santé, la sécurité sociale, le travail, les mouvements associatifs et autres. Ces pratiques participent à la cohésion sociale et à la vitalité de la société civile, contribuant à une plus grande expression de la diversité culturelle.</p>	
<p>Politiques sensibles au genre</p>	<p>(syn. politiques sensibles au genre, politiques de genre). Politiques qui sont conscientes des différences entre les sexes et qui en tiennent compte. Politiques sensibles à la dimension de genre : politiques reconnaissant que les femmes (ainsi que les hommes) sont des acteurs du développement et qu'elles sont souvent soumises à des contraintes différentes de celles des hommes, ce qui signifie que leurs besoins, intérêts et priorités peuvent différer et parfois entrer en conflit. Planification de l'égalité des sexes : une approche de la planification se référant au processus de planification des programmes et politiques de développement qui sont sensibles à la dimension de genre, ce qui signifie reconnaître et prendre en compte l'impact des différents rôles que les femmes et les hommes jouent dans la société, et le fait qu'ils ont souvent des besoins différents dans la communauté ou le secteur cible.</p>	<p>Adapté de l'UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 5. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossaire des termes liés au genre, p. 14-15. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 14 & UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 5.</p>
<p>Pratiques d'inclusion sociale</p>	<p>Les pratiques d'inclusion sociale font référence aux actions, dynamiques et stratégies visant à promouvoir le processus d'amélioration de la capacité, de l'opportunité et de la dignité des personnes défavorisées sur la base de leur identité, afin qu'elles participent à la société.</p>	<p>Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration.</p>

<p>Préjudice</p>	<p>Le maintien d'idées préconçues sur un individu ou un groupe, idées qui résistent au changement même face à de nouvelles informations. Les préjugés peuvent être positifs ou négatifs. Le plus souvent, un préjugé est constitué d'attitudes défavorables ou discriminatoires à l'égard de personnes de catégories différentes : les préjugés raciaux, sexuels et autres peuvent exister au niveau des relations personnelles et du comportement individuel, mais aussi être institutionnalisés sous forme de politique juridique ou administrative.</p>	<p>Giddens, 2009, Sociologie, p. 1128. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 22.</p>
<p>Préjugés sexistes</p>	<p>(syn. préjugé de genre, parti pris de genre)</p> <p>Les différences de rôles entre les sexes reflètent des partis pris ou des préjugés, c'est-à-dire une attitude négative à l'égard d'autrui fondée sur des stéréotypes sociaux concernant les femmes et les hommes, et sur un préjugé concernant ces personnes sans connaissance ou expérience préalable. Un préjugé sexiste, c'est-à-dire une différence injuste dans la façon dont les femmes et les hommes sont traités (comportement sexiste), aboutit facilement à favoriser un sexe par rapport à l'autre, généralement les hommes et les garçons par rapport aux femmes et aux filles.</p>	<p>Adapté d'Encyclopedia.com, 2019.</p> <p>Adapté de Cambridge Dictionary, 2022 & UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 3.</p>
<p>Prestations de protection sociale</p>	<p>Transferts, en espèces ou en nature, effectués par les régimes de protection sociale aux ménages et aux individus pour les soulager de la charge d'un ou plusieurs des risques définis dans le système d'information mutuelle sur la protection sociale de la Commission européenne.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
<p>Processus d'intégration</p>	<p>Méthode, systèmes ou séquences d'actions qui facilitent ou permettent l'intégration d'éléments d'un groupe minoritaire dans le groupe dominant. Ces processus sont complexes et multidimensionnels, et impliquent la prise en compte des droits et obligations des migrants et des sociétés des pays de transit ou de destination. L'intégration nécessite l'accès à différents types de services, au marché du travail,</p>	<p>Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations.</p>

	ainsi que l'identification et le respect d'un ensemble de valeurs fondamentales qui lient les migrants et les communautés d'accueil dans un but commun.	
Protection des droits (de l'homme)	<p>Approche fondée sur les droits de l'homme (HRBA).</p> <p>L'approche fondée sur les droits de l'homme est un cadre conceptuel pour le processus de développement humain qui repose sur les normes internationales en matière de droits de l'homme et qui vise à promouvoir et à protéger les droits de l'homme : cette approche implique de prêter consciemment et systématiquement attention aux droits de l'homme dans tous les aspects du développement. L'objectif de l'approche fondée sur les droits de l'homme est de donner aux personnes (titulaires de droits) les moyens de réaliser leurs droits et de renforcer l'État (détenteurs de devoirs) pour qu'il se conforme à ses obligations et devoirs en matière de droits de l'homme. Les obligations des États en matière de droits de l'homme les obligent à respecter, protéger et réaliser les droits des femmes et des filles, ainsi que les droits des hommes et des garçons.</p>	Adapté de l'UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 9.
Race	Il existe aujourd'hui un large consensus scientifique sur l'inexistence de la race au sens biologique du terme. Le terme "race" est utilisé dans le langage courant dans un sens plus large, faisant référence aux ethnies et aux groupes sociaux ayant une lignée commune. Le concept d'ethnicité a été largement défini par l'anthropologie, faisant également référence à des traits attribués par l'exogroupe et/ou l'intragroupe, mais toujours liés à l'histoire culturelle et aux relations d'altérité, plutôt qu'à des différences physiques statiques entre les groupes.	<p>American Association of Physical Anthropologists (2019). «AAPA Statement on Race and Racism». American Association of Physical Anthropologists. Consulted on march the 3rd 2022.</p> <p>REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022.</p> <p>Barth, F. (1970). <i>Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organisation of</i></p>

		<p><i>Culture Difference</i>. London: George Allen & Unwin.</p> <p>Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Recommandation générale sur l'article 1 de la Convention (1999), annexe 5 du rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, document des Nations Unies A/54/18, paragraphe 1.</p> <p>Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Guide et directives concernant les procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié (2011), document HCR/1P/4/Fre/Rev.3</p>
Racialisation/racialisation	<p>Le concept de racialisation fait référence au processus de catégorisation et de production de hiérarchies raciales au sein d'une société donnée. Ce processus consiste en la radicalisation des différences perçues entre des individus ou des groupes hiérarchisés sur la base de critères biologiques, dans le but de dominer, d'exploiter ou d'exclure les groupes infériorisés et otherisés au sein de cette relation de pouvoir</p>	<p>Suzie Telep, "Racialisation", <i>Langage et société</i>, 2021/HS1, pp. 289 à 292.</p>
Racisme	<p>Racisme, également appelé racialisme, croyance selon laquelle les humains peuvent être divisés en entités biologiques distinctes et exclusives appelées "races" ; qu'il existe un lien de causalité entre les traits physiques hérités et les traits de personnalité, l'intellect, la moralité et d'autres caractéristiques culturelles et comportementales ; et que certaines races sont supérieures aux autres de manière innée.</p>	<p>https://www.britannica.com/topic/racism</p>
Racisme	<p>Toute théorie, doctrine, idéologie ou groupe d'idées qui soutient la supériorité d'un groupe de personnes sur les autres, sur la base de leurs caractéristiques culturelles, ethniques ou physiques.</p>	<p>REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022.</p> <p>Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) (2019): glossaire de</p>

		<p>l'OIM sur la Migration. Consulté le 3 mars 2022.</p> <p>Convention interaméricaine contre le racisme, la discrimination raciale et les formes connexes d'intolérance (adoptée le 5 juin 2013 et entrée en vigueur le 11 novembre 2017), art. 1, paragraphe 4.</p>
Racisme d'Etat	<p>Le racisme d'État, également conceptualisé comme "racisme institutionnel", est une ségrégation raciste historiquement institutionnalisée. Le terme "race" renvoie alors à sa dimension ethnique. À l'époque contemporaine, en Occident, les défenseurs de ce concept discuté ou critiqué l'entendent dans le sens d'une discrimination systémique impliquant l'État. Le terme "race" fait référence à une construction sociale.</p>	<p>Saïd Bouamama, <i>Des classes dangereuses à l'ennemi intérieur</i>, Syllepse Eds, 2021.</p>
Racisme institutionnel	<p>Le concept de "racisme institutionnel" est utilisé pour nommer un phénomène caractérisé par le fait que, malgré une législation promouvant l'égalité entre les citoyens, les personnes issues de minorités sont souvent désavantagées. En nommant le phénomène, on peut tenter d'identifier les mécanismes et éventuellement combattre les sources d'inégalité. "Le racisme institutionnel : de l'invention politique à la recherche d'outils",</p>	<p>"Le racisme institutionnel : de l'invention politique à la recherche d'outils", Audrey Osler, Hugh Starkey, Migrations Société, 2010/5 N° 131 pages 133 à 152 DOI 10.3917/migra.131.0133</p>
regroupement familial; réunification familiale (FR)	<p>L'établissement d'une relation familiale qui est soit : a) l'entrée et le séjour dans un État membre de l'Union européenne, conformément à la directive 2003/86/CE du Conseil (directive sur le regroupement familial), des membres de la famille d'un ressortissant d'un pays tiers résidant légalement dans cet État membre de l'Union européenne (le "regroupant") afin de prendre b) entre un citoyen de l'Union et un ressortissant d'un pays tiers établi hors de l'Union européenne qui entre ensuite dans l'Union européenne.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
Regularisation	<p>Dans le contexte de l'Union européenne, la procédure d'État par laquelle les illégalement des ressortissants de pays tiers se voient accorder un</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-</p>

	statut juridique.	09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf , p.315
résident de longue durée	Un ressortissant de pays tiers qui a le statut de résident de longue durée tel que prévu par les art. 4 à 7 de la directive 2003/109/CE du Conseil (directive sur les résidents de longue durée) ou comme prévu par la législation nationale.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf
ressortissant d'un pays tiers	Toute personne qui n'est pas un citoyen de l'Union européenne au sens de l'art. 20(1) du TFUE et qui n'est pas une personne bénéficiant du droit de libre circulation de l'Union européenne, tel que défini à l'art. 2(5) du règlement (UE) 2016/399 (code frontières Schengen).	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf
Ségrégation	L'acte par lequel une personne ou un groupe est séparé des autres sur la base de la race, de la couleur, de la langue, de la religion, de la nationalité ou de l'origine ethnique.	Berry, J. W. (2007). Acculturation strategies and adaptation. In J. E. Lansford, K. Deater-Deckard, & M. H. Bornstein (Eds.), <i>Immigrant families in contemporary society</i> (pp. 69–82). Guilford Press. REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) : Recommandation de politique générale n° 7 : Législation nationale pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale.
Sentiment d'appartenance	Expérience subjective qui découle des interactions sociales, au niveau individuel et public, et qui provoque un sentiment d'appartenance au pays d'accueil. Ce sentiment dépend d'un ensemble de variables, à savoir la maîtrise de la langue, l'implication dans les communautés locales, la réponse des services sociaux et le niveau de satisfaction de la vie. Le sentiment d'appartenance est influencé par la dynamique entre la culture du pays d'origine et la culture du pays d'accueil.	Adapted Lähdesmäki, T., Mäkinen, K., Čeginskas, V. L. A., & Kaasik-Krogerus, S. (2021). Politics of Belonging: Concepts and Method. In <i>Europe from Below: Notions of Europe and the European among Participants in EU Cultural Initiatives</i> (pp. 25–44). Brill. http://www.jstor.org/stable/10.1163/j.ctv1sr6j1b.7 Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la

		violence contre les femmes (EVAW), p. 4.
Services d'inclusion sociale	Actions et attitudes développées dans le but de déconstruire les stéréotypes et les préjugés afin d'avoir un impact sur la réduction de la discrimination tout en favorisant des conditions effectives de participation à la société. Les services d'inclusion sociale informent et promeuvent les opportunités d'accès au marché du travail, en clarifiant les droits et les devoirs des migrants, en transmettant et en suivant le processus de régularisation dans le pays d'accueil, en indiquant les solutions liées à la santé, à l'éducation ou au soutien juridique.	Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration. Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW)
Sexisme	Le sexisme est une discrimination fondée sur le sexe d'une personne, ou par extension, sur son genre. Le sexisme est lié aux préjugés et au concept de stéréotypes et de rôles de genre, qui peut inclure la croyance qu'un sexe ou un genre est intrinsèquement supérieur à l'autre. Dans sa forme extrême, il peut encourager le harcèlement sexuel, le viol ou d'autres formes de violence sexuelle. Le sexisme désigne également la discrimination fondée sur le sexe sous la forme d'une inégalité entre les sexes. Les cibles du sexisme sont principalement les femmes.	Dictionnaire Larousse
Social exclusion	In the EU context, a situation whereby a person is prevented (or excluded) from contributing to and benefiting from economic, communitarian and social progress.	Développé par le REM (Réseau européen des migrations), site web de la Commission européenne, DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion (2018). Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf
Stéréotype fondé sur le sexe (stéréotype de genre) Stéréotype de genre	(syn. stéréotype de rôle de genre, stéréotype sexuel). Généralisation des différences fondées sur le sexe, selon laquelle certaines attitudes,	Adapté de Oxford Reference, 2022 & UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 5 & Encyclopedia.com, 2019.

	<p>émotions et comportements sont typiques de ce que signifie être une femme ou un homme, c'est-à-dire l'hypothèse selon laquelle certains rôles sociaux, comportements et professions devraient être réservés aux membres d'un seul sexe. Les stéréotypes de genre peuvent être négatifs (par exemple, les femmes sont de mauvaises conductrices ; les hommes ne savent pas changer les couches) ou positifs (par exemple, les femmes sont de meilleures soignantes ; les hommes sont plus forts) : les stéréotypes masculins sont généralement plus positifs que les stéréotypes féminins, car les hommes sont considérés comme plus indépendants et plus résistants physiquement ; les stéréotypes féminins négatifs sont généralement véhiculés par les hommes et les femmes d'une société en raison du manque de respect et de confiance en soi que les préjugés sociaux confèrent aux femmes. Les stéréotypes sexistes deviennent nuisibles lorsqu'ils limitent la capacité d'une personne à faire ses choix de vie, tels que sa formation, son parcours professionnel ou ses aptitudes personnelles (voir aussi, par exemple, les directeurs généraux et les pompiers devraient être des hommes ; les infirmières, les enseignants, les employés de bureau et les préposés au classement devraient être des femmes).</p>	
<p>Stéréotype(s) (social)</p>	<p>Une image mentale ou une caractérisation préconçue, standardisée, fixe et inflexible utilisée pour décrire un individu ou un groupe de personnes, ou mieux la classe, le type ou la communauté auxquels ils appartiennent : un stéréotype implique une opinion trop simpliste, une attitude pleine de préjugés ou un jugement non critique qui peut conduire à traiter les gens d'une manière particulière (par exemple, les stéréotypes sexuels et raciaux ; le stéréotype de la femme en tant que soignante). Attribué à un groupe ethnique/national, culturel ou racial spécifique, un tel ensemble généralisé de traits et de caractéristiques donne lieu à de fausses attentes selon lesquelles les</p>	<p>Adapté de Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 & Lexico, 2022 & Oxford Reference, 2022 & Giddens, 2009, Sociology, p. 1134 & Commission européenne, 2004, Glossary of gender and development terms, p. 5.</p> <p>Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 28.</p>

	membres individuels du groupe s'y conformeront.	
travailleur saisonnier	Un ressortissant de pays tiers qui conserve sa résidence principale dans un pays tiers et séjourne légalement et temporairement sur le territoire d'un État membre de l'UE pour y exercer une activité dépendant du passage des saisons, dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de travail à durée déterminée conclus directement entre ce ressortissant de pays tiers et l'employeur établi dans cet État membre de l'UE.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Violence sexiste	VBG (syn. violence spécifique au genre, violence de genre, préjudice spécifique au genre). Terme générique désignant tout acte préjudiciable perpétré contre la volonté d'une personne et fondé sur des différences de genre socialement attribuées. La nature et l'étendue des types spécifiques de violence liée au sexe varient selon les cultures, les pays et les régions ; ces actes peuvent se produire en public ou en privé. Il s'agit par exemple d'actes qui infligent un préjudice ou une souffrance physique, sexuelle ou mentale, de menaces de tels actes, de coercition et de privation de ressources, d'opportunités ou de services, de mariages forcés ou précoces et d'autres privations de liberté, de violences sexuelles, y compris l'exploitation/les abus sexuels, la traite des êtres humains et la prostitution forcée, de violences domestiques, de pratiques traditionnelles néfastes telles que les mutilations génitales féminines, les crimes d'honneur et l'héritage des veuves. La violence fondée sur le genre est souvent utilisée dans le même contexte que la violence à l'égard des femmes et des filles (<i>Violence contre les femmes, VaW</i>), mais il convient de noter que la violence fondée sur le genre peut toucher n'importe qui.	Adapté de OIM, 2019, Glossaire sur la migration, p. 81 & UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 2.
Xenophobie	Les attitudes, les préjugés et les comportements qui rejettent, excluent et souvent vilipendent les personnes, sur la base de la perception qu'elles sont étrangères à la communauté,	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf



**VOICES OF
IMMIGRANT
WOMEN**

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364

à la société ou à l'identité nationale,
la société ou l'identité nationale.

[ion.pdf](#), p.407



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.